

LE Courrier

DE L'UNESCO

janvier-mars 2018

Éducation : en quête d'une utopie nécessaire

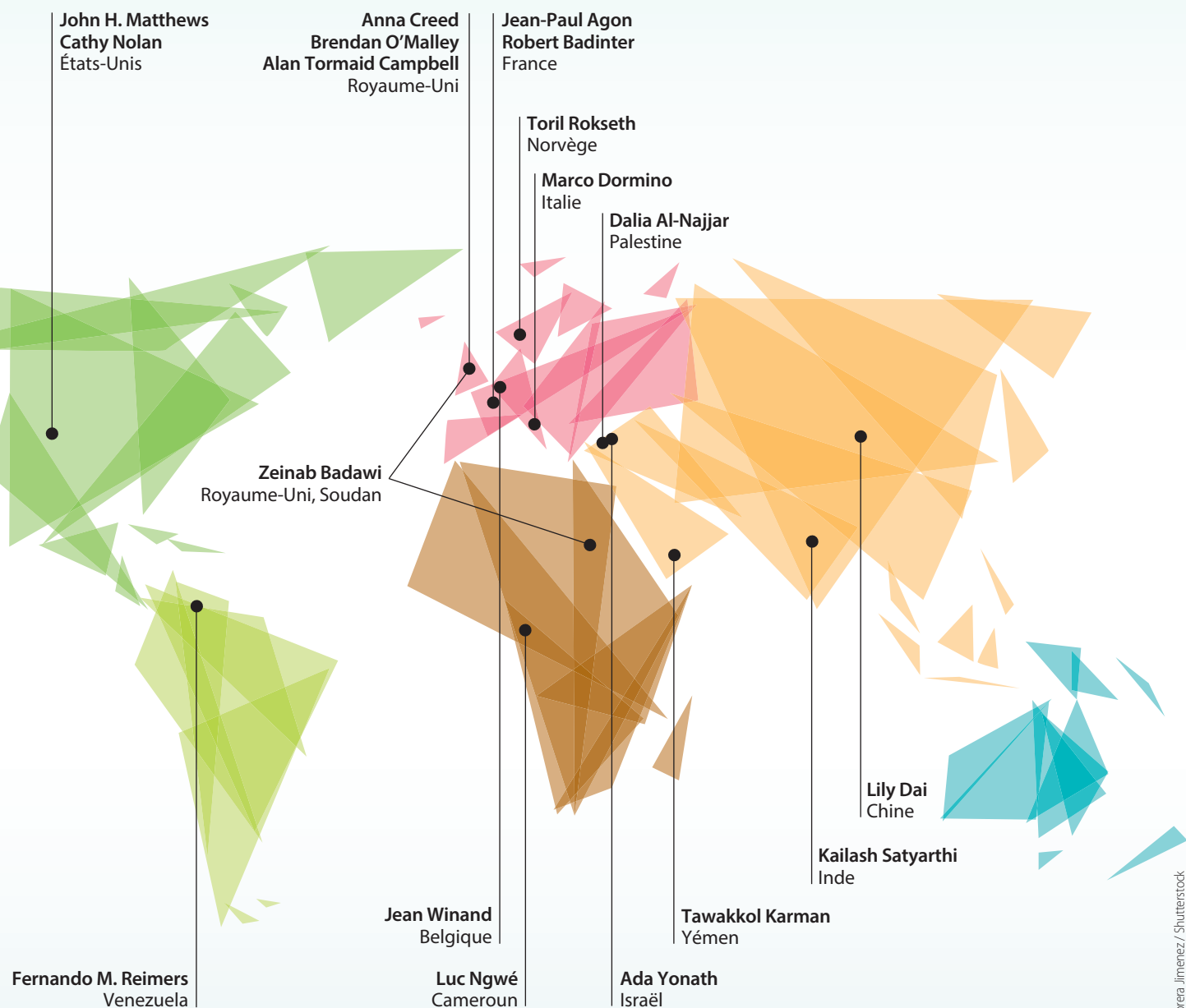


ISSN 2220-2269
01801
9 772220 226027



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Nos contributeurs



© Alvaro Cabrera Jimenez / Shutterstock

2018 • n° 1 • Publié depuis 1948

Le Courrier de l'UNESCO est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Le Courrier de l'UNESCO est publié grâce au généreux soutien de la République populaire de Chine.

Directeur de la publication : Eric Falt

Directeur exécutif : Vincent Defourny

Directrice éditoriale : Jasmina Šopova

Directeur de la production et de la promotion : Ian Denison

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Rédactrice : Chen Xiaorong

Rédactrice numérique : Malahat Ibrahimova

Iconographe : Danica Bijeljic

Production numérique : Denis Pitzalis

Relations médias : Clare Sharkey

Assistante administrative et éditoriale :

Carolina Rollán Ortega

Dossier *Grand angle* : Mary de Sousa

Rédacteurs linguistiques :

Anglais : Shiraz Sidhva

Arabe : Anissa Barrak

Chinois : Sun Min et China Translation & Publishing House

Espagnol : Lucia Iglesias Kuntz

Français : Régis Meyran

Russe : Marina Yaloyan

Traduction : Françoise Arnaud-Demir, Gauthier Lesturgie et Camille-Yihua Chen

Maquette : Corinne Hayworth

Illustration de la couverture : © Eva Vázquez

Impression : UNESCO

Co-éditions : **Portugais :** Ana Lúcia Guimarães
Esperanto : Trezoro Huang Yinbao

Abonnement :

Version électronique gratuite :

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>

Version imprimée : <http://en.unesco.org/eshop>
27€/an (4 numéros) ou 54€/2 ans (8 numéros)
Ce prix couvre les coûts réels d'impression et de distribution. La revue est vendue sans but lucratif.

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2018

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

L'éducation

transforme la vie

À une époque où la tension ne cesse de croître, où les droits de l'homme, la liberté d'expression, la paix et l'avenir de la planète semblent plus que jamais remis en question, le pouvoir de transformation véhiculé par l'éducation revêt une importance cruciale.

L'éducation est une « utopie nécessaire », elle est « un atout indispensable pour permettre à l'humanité de progresser vers les idéaux de paix, de liberté et de justice sociale », lit-on dans le rapport historique de l'UNESCO, *L'éducation : un trésor est caché dedans*, élaboré par la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, présidée en 1996 par Jacques Delors.

L'éducation n'y est présentée ni comme miracle, ni comme baguette magique, mais comme le meilleur moyen de favoriser un climat permettant à l'humanité de s'améliorer.

Notre humanité est confrontée à un paradoxe très étrange : la population mondiale n'a jamais été aussi instruite, alors que, selon l'Institut de statistiques de l'UNESCO, **263 millions** d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés, que **617 millions** d'enfants et d'adolescents dans le monde n'atteignent pas le seuil minimal de compétence en lecture et en mathématiques, qu'au moins **750 millions** d'adultes sont analphabètes, et que les filles demeurent plus susceptibles que les garçons de ne jamais mettre les pieds dans une classe. Cependant l'éducation est toujours appelée à remédier aux inégalités, à la pauvreté, au terrorisme et aux conflits. Elle est considérée comme une des clés essentielles de la **citoyenneté mondiale** et du **développement durable**, deux domaines d'action de l'UNESCO, qui a aussi pour mandat de diriger l'**agenda mondial Éducation2030** en veillant tout particulièrement à ce que **personne ne soit laissé pour compte**.

Sous le titre « Éducation : en quête d'une utopie nécessaire », *Le Courrier de l'UNESCO* porte un regard panoramique sur l'éducation dans le monde et explore comment elle peut répondre à certains grands défis.



© Eva Vázquez

Sommaire



GRAND ANGLE

7

Le nouveau combat de Kailash Satyarthi : un environnement scolaire sécurisant
Propos recueillis par Mary de Sousa

11

Quand aller à l'école est un acte de foi
Brendan O'Malley

14

Dalia Al-Najjar : « J'ai opté pour l'optimisme »
Mary de Sousa

16

La paix : l'enseigner, l'apprendre
Toril Rokseth

18

La circulation des cerveaux africains : une alternative à leur exode ?
Luc Ngwé

21

L'université et la démocratie des crédules
Jean Winand

24

Une feuille de route pour changer le monde
Fernando M. Reimers



6-25



26-31

ZOOM

La radio en images : un détour à Bamako
Marco Dormino / MINUSMA et Katerina Markelova

36-57



ACTUALITÉS

37

Audrey Azoulay :
« L'UNESCO, une intelligence collective en action »

38

Vingt ans de Partenariat
Trois questions à Jean-Paul Agon

39

Ada E. Yonath :
« La recherche, c'est comme l'ascension du mont Everest »
Propos recueillis par Cathy Nolan

43

Tawakkol Karman :
« La non-violence est le dénominateur commun de toutes mes actions »
Propos recueillis par Anissa Barrak et Chen Xiaorong

47

Nūshu : des larmes au soleil
Chen Xiaorong

51

Financer la résilience naturelle : une nouvelle vague
John H. Matthews, Lily Dai et Anna Creed

54

Antisémitisme : tirer les enseignements de l'histoire
Robert Badinter



SPÉCIAL 70 ANS

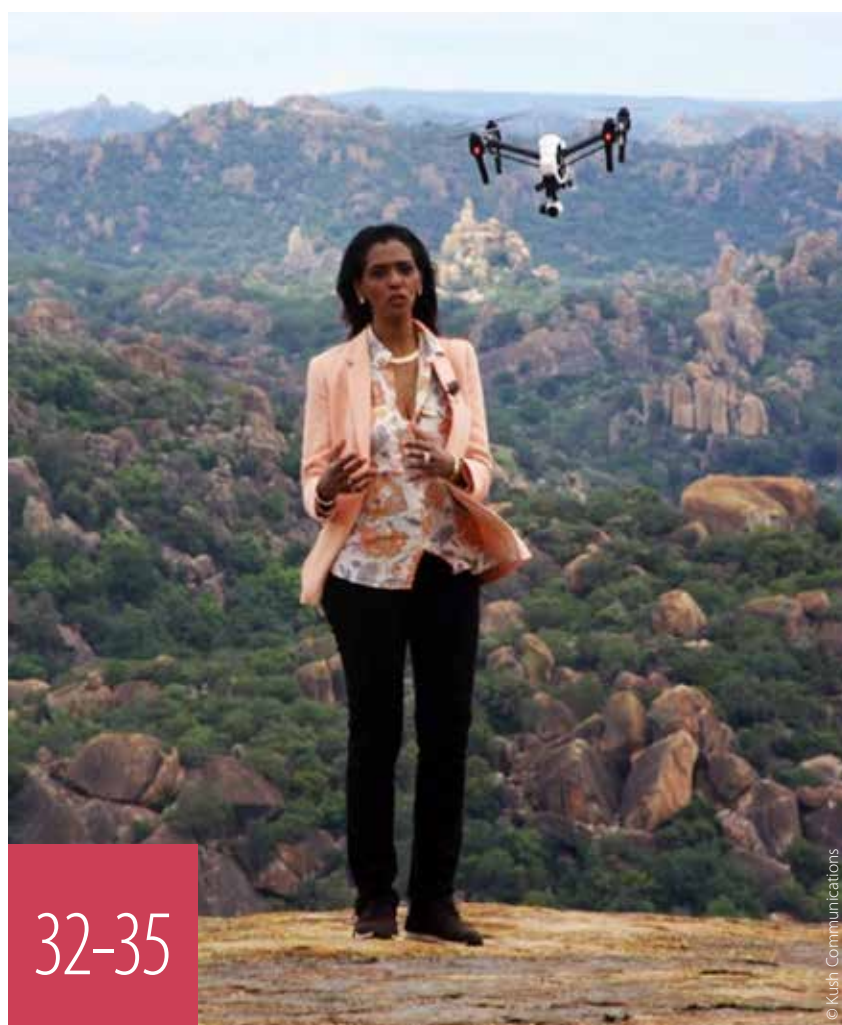
Le Courrier de l'UNESCO a 70 ans !
Une lecture inspirante
Alan Tormaid Campbell



NOTRE INVITÉE

Zeinab Badawi : « Mon identité à trait d'union est une chance »
Propos recueillis par Jasmina Šopova

32-35





Éducation : en quête d'une utopie nécessaire

Grand angle



Népal, district de Sindhupalchok, 2016. Enfants rentrant de l'école dans un village frappé par un tremblement de terre en 2015.

Minzayar OO / PANOS - REA

Le nouveau combat de Kailash Satyarthi : un environnement scolaire sécurisant

© Kailash Satyarthi Children's Foundation



Scène du 23^e jour de la marche nationale Bharat Yatra, à Indore (Madhya Pradesh, Inde), en septembre 2017.

Propos recueillis par Mary de Sousa

Les enfants ont peut-être reçu le droit à l'éducation, mais il faut maintenant leur enseigner leurs droits. C'est le nouveau défi que s'est fixé Kailash Satyarthi, prix Nobel de la paix 2014. Depuis 1980, il poursuit ses efforts pour éliminer l'esclavage et le travail des enfants. Il a notamment fondé le mouvement *Bachpan Bachao Andolan* (« Sauver l'enfance »), qui a contribué à arracher plus de 85 000 enfants indiens à l'exploitation, par le biais de l'éducation et de la réinsertion. Kailash Satyarthi explique au *Courrier de l'UNESCO* comment a débuté son action, ce qu'il attend de son nouveau combat pour des écoles sûres et pourquoi la vraie libération, selon lui, commence par l'éducation.

Quand et comment avez-vous décidé de prendre fait et cause pour les droits des enfants ?

Quand j'avais cinq ans, lors de mon premier jour d'école, j'ai vu un petit garçon, d'à peu près mon âge, assis devant l'entrée de l'école, qui regardait mes chaussures. Il avait, posée devant lui, une boîte de cireur. Cela m'a mis mal à l'aise. Aussi, la toute première question que j'ai posée à l'instituteur a été : « Pourquoi ce garçon n'est-il pas à l'école avec nous ? » Il m'a répondu que beaucoup d'enfants pauvres étaient contraints de travailler. J'en ai parlé un jour au père de l'enfant, qui m'a expliqué que son père et son grand-père étaient aussi cireurs de chaussures. Puis il m'a dit : « Monsieur, ne savez-vous pas que les gens comme vous sont nés pour étudier et les gens comme nous pour travailler ? »



Cette question m'a vraiment beaucoup marqué, mais à cet âge, je ne pouvais pas y apporter de réponse. Plus grand, j'ai conservé mes vieux manuels scolaires et mis de côté mon argent de poche pour payer les frais d'inscription des enfants pauvres. Je suis devenu ingénieur électricien, tout en restant tenaillé par le sentiment que je devais faire quelque chose pour ces enfants. J'ai donc quitté mon emploi pour m'y consacrer pleinement.

Quelles ont été pour vous vos premières grandes réussites ?

Dès le début, dès notre première campagne, quand j'ai préparé des milliers de tracts pour les distribuer sur les marchés, j'ai été convaincu qu'éducation et affranchissement allaient de pair. Lorsque j'ai tenté pour la première fois d'amener la question du travail des enfants dans le débat public, on m'a totalement ignoré. L'Inde n'a adopté sa première loi contre le travail des enfants qu'en 1986. J'ai dû batailler pendant six ans pour que passe cette loi, qui reste imparfaite. Je poursuis donc mes efforts.

Lorsque j'ai libéré des enfants de l'esclavage et que j'ai voulu les mettre à l'école, j'ai souvent essuyé des humiliations : on m'a rétorqué qu'ils étaient sales et négligés, et qu'on ne pouvait pas les prendre.

J'en ai parlé à des amis juristes. Ils m'ont expliqué le problème : en Inde, l'éducation n'était pas un droit garanti par la Constitution. Il a fallu attendre 2001, à la suite d'une vaste mobilisation, pour que soit adopté le 86^e amendement, grâce auquel l'éducation devient un droit fondamental.

Votre campagne contre le travail des enfants a débuté en Inde, mais elle a vite pris une dimension internationale. Comment ?

Nous avons mis vingt ans à nous faire entendre au niveau mondial. Lorsque j'ai fondé le Bachpan Bachao Andolan (BBA) en Inde, en 1980, j'ai découvert qu'aucune des agences des Nations Unies, qu'il s'agisse de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ou de la Banque mondiale, ne disposait d'un instrument juridique international protégeant les enfants du travail, du trafic, de la prostitution et d'autres activités dangereuses pour eux. Je me suis penché sur la situation au Pakistan, au Népal et au Bangladesh, et j'y ai trouvé les mêmes conditions d'esclavage moderne.

Parallèlement, j'ai commencé à siéger à la Commission des droits de l'homme à Genève, en Suisse, où j'ai décidé de militer pour une loi internationale contre l'esclavage des enfants.

J'ai fait campagne en Europe et aux États-Unis, et lancé en Allemagne un programme pour abolir le travail des enfants. C'est ainsi qu'en 1992, est né le [Programme international pour l'élimination du travail des enfants](#) de l'OIT, auquel l'UNICEF et la Banque mondiale sont venus s'adjoindre.

En 1993, le BBA a lancé sa première campagne en Inde, sous forme d'une marche contre le travail des enfants. Cinq ans plus tard, nous entamions sur le même thème une marche mondiale de 80 000 kilomètres dans 103 pays, qui a duré six mois.

Le couronnement de ces efforts a sans aucun doute été la [Convention 182 de l'OIT](#) concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. Cette convention a été adoptée à l'unanimité et ratifiée par 181 pays. C'était en 1999, vingt ans après que mes premiers tracts aient commencé à circuler en Inde.



Mariage d'une mineure à Kota (Rajasthan, Inde), le 16 mai 2010. En Inde, le mariage précoce est l'un des principaux obstacles à l'éducation.

“ J’ai passé ma vie à me battre pour que les enfants puissent tous aller à l’école, et j’ai compris qu’en réalité, ils n’y étaient pas toujours en sécurité ”

J’ai passé ma vie à me battre pour que les enfants puissent tous aller à l’école, et j’ai compris qu’en réalité, ils n’y étaient pas toujours en sécurité.

Ce qu’il faut abolir en premier, c’est le tabou entourant l’abus d’enfants. Il faut pour cela une puissante mobilisation, c’est pourquoi nous avons utilisé la stratégie éprouvée de la marche. Tirant les leçons de nos succès précédents, nous nous sommes attaqués au problème de la violence contre les enfants, en y incluant cette fois leur mariage et leur exploitation, qui sont aussi de terribles obstacles à l’éducation.

Quel succès a rencontré cette marche et qu’attendez-vous de cette nouvelle prise de conscience ?

Quelque 1,4 million de personnes se sont jointes à la marche Bharat Yatra contre les abus d’enfants : c’est un succès sans précédent, surtout si l’on songe que nous brisions un tabou. Partout, des jeunes ont relevé la tête, ont même eu le courage de monter sur scène et de raconter pour la première fois ce qu’ils avaient vécu.

Les enfants ont peut-être reçu le droit à l’éducation, mais maintenant il faut leur enseigner leurs droits. Nous avons aussi amorcé une Campagne pour un environnement scolaire sécurisant à l’intention des établissements primaires, secondaires et tertiaires dans tout le pays, et dont la priorité sera la protection des enfants contre les violences sexuelles.

Nous préparons à présent une étude qui évaluera les changements d’attitudes et de comportements, ainsi que le développement des connaissances, survenus à la suite de la marche Bharat Yatra, étude qui pourra être partagée au niveau international. Nous avons déjà reçu des demandes d’autres pays désireux de lancer chez eux des Campagnes pour un environnement scolaire sécurisant.

Pendant la Bharat Yatra, vous avez demandé aux responsables politiques de retourner à l’école. Qu’entendiez-vous par là ?

Ils se sont engagés à visiter les écoles qu’ils avaient fréquentées, et je les ai encouragés à le faire, non en VIP (Very Important Persons), mais comme des pères ou des mères ordinaires. Je leur ai demandé de se renseigner non seulement sur la sécurité, mais aussi sur la qualité de l’éducation, l’environnement général de l’école et les enseignants. Les enfants sont-ils respectés ? Reçoivent-ils des repas quotidiens ? Quel est le taux de fréquentation scolaire ? Les autorités sont souvent très éloignées et déconnectées des réalités et, à cause de la corruption, les zones rurales souffrent à la fois des niveaux élevés d’absentéisme des enseignants et du décrochage scolaire.

En amenant les responsables politiques dans les écoles, on peut améliorer bien des choses. J’ai aussi demandé que des femmes policiers s’y rendent plus souvent, pour créer un sentiment de protection. Le gouvernement envisage une nouvelle loi contre le trafic d’êtres humains, y compris la traite d’enfants, qui prévoit des campagnes d’éducation et de sensibilisation.

Il y a dix ans, vous avez lancé en Asie du Sud une nouvelle marche pour l’adoption d’un protocole régional contre le travail forcé, et, plus récemment, en septembre 2017, la marche Bharat Yatra pour la fin des abus sexuels et du trafic d’enfants. Qu’est-ce qui vous a incité à les organiser ?

Bharat Yatra, marche nationale de 11 000 kilomètres en 36 jours, se veut un appel général à reconstruire « une Inde sûre pour les enfants ». Les abus sexuels d’enfants sont un fléau qui s’étend partout dans le monde, mais en Inde, c’est devenu une véritable épidémie, les jeunes enfants étant quotidiennement victimes d’agressions, de viols et de trafic.

Un enfant est vendu toutes les deux minutes et abusé sexuellement toutes les demi-heures. La plupart du temps, les auteurs de ces crimes sont des chauffeurs de bus scolaires, des enseignants, des tuteurs. Tandis que ces derniers continuent de vaquer librement et sans crainte à leurs occupations, les victimes se taisent par sentiment de honte.

Vous avez reçu le prix Nobel de la paix en 2014 pour votre « combat contre l'oppression des enfants et des jeunes et pour le droit de tous les enfants à l'éducation ». Votre vie en a-t-elle été changée ?

Je dis souvent en plaisantant que depuis que j'ai obtenu le Nobel de la paix, je ne vis plus en paix ! J'ai dû recevoir près de 40 000 invitations et il me faudrait encore vivre 160 ans pour pouvoir y répondre. En même temps, je suis très heureux qu'on me voie comme le Nobel des personnes ordinaires. Être en contact direct avec eux renforce ma confiance dans ce que j'essaie d'entreprendre.

Mais un des inconvénients est que, désormais, je ne peux plus mener en personne une opération de sauvetage d'enfants qui travaillent ! Mon visage est connu dans les coins les plus reculés du pays. On sera donc informé de ma venue et les enfants seront évacués de la mine ou de l'usine avant mon arrivée. Dans certains cas, j'ai quand même réussi à me rendre sur les lieux de manière discrète et, au bout de deux ou trois fois, à les dénicher. L'avantage, par contre, c'est que j'ai accès à presque tous les chefs des agences de l'ONU, ainsi qu'aux Premiers ministres et aux présidents, à qui je peux parler ouvertement des changements politiques nécessaires en la matière.

Vous voici bien loin de votre formation d'ingénieur électricien. Y aurait-il une place pour ces compétences dans votre action ?

Ma formation initiale s'est révélée extrêmement utile en ce qu'elle me permet de penser de manière analytique, rationnelle et structurée. À mon avis, c'est pour cette raison que j'ai fondé mon combat contre l'esclavage des enfants sur une approche en termes de droits, et non sur la démarche classique de la bienfaisance. Vous aboutissez plus facilement à un changement structurel quand vous êtes habitués aux approches structurelles.

Quelles améliorations avez-vous constaté dans la vie des enfants depuis le début de votre action ?

Je sais qu'à partir du moment où l'on sauve les enfants de l'esclavage et des mariages précoces, les choses progressent par ricochet. L'éducation donne une autonomie, une dignité et un sentiment d'identité aux populations les plus démunies et marginalisées, notamment les enfants et les filles. Et lorsqu'elles connaissent leurs droits et qu'elles savent lire et écrire, elles en tirent une formidable confiance en elles-mêmes.



© Giacomo PIROZZI / PANOS-REA

Écolières indiennes en réunion.

J'ai vu des adolescentes se dresser et refuser d'être mariées contre leur volonté parce qu'elles connaissaient leurs droits et pouvaient faire appel à la police ou à une ONG. De même, beaucoup de garçons victimes de travail forcé, lorsqu'ils apprennent qu'ils ont des droits, partent chercher de l'aide.

Vous avez rencontré des milliers d'enfants. Que vous ont-ils enseigné ?

Qu'il est essentiel de préserver l'enfant qui sommeille en chacun de nous. Je crois que lorsque les gens sont simples et sincères et ont les idées claires, c'est qu'ils n'ont pas oublié la nécessité de rester quelque part un enfant.

Qu'est-ce qui entretient votre motivation ?

Ma motivation ? Elle tient aux rêves que je vois dans les yeux des enfants.

Kailash Satyarthi (Inde) a reçu, conjointement avec Malala Yousafzai, le prix Nobel de la paix en 2014 pour son « combat contre l'oppression des enfants et des jeunes et pour le droit de tous les enfants à l'éducation ». Il a œuvré à l'adoption en 1999 de la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Il est aussi le président fondateur de la [Campagne mondiale pour l'éducation](#) et a siégé à ce titre en tant que représentant de la société civile au sein du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous.

Satyarthi est surtout connu pour ses marches de sensibilisation : la marche mondiale contre le travail des enfants à travers 103 pays en 1998, la marche en Asie du Sud contre le trafic d'enfants en 2007 et la marche Bharat Yatra (Une Inde sûre pour tous les enfants) visant à mettre un terme aux abus sexuels et au trafic d'enfants, qui s'est achevée en octobre 2017. Il a également lancé la campagne « 100 millions pour 100 millions », pour que tous les enfants connaissent leurs droits.

Quand aller à l'école est un acte de foi



© UN Migration Agency (IOM) / Julie Christine Batula, Media and Communications Division (Manila)

par Brendan O'Malley

Dans les zones de conflit, les écoles et les universités sont prises pour cible. Pour préserver le droit à l'éducation des élèves, les pays peuvent adopter une série de mesures de prévention et mettre fin à l'impunité des auteurs responsables de ces attaques. C'est le sens de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

La première école que j'ai visitée en zone de conflit actif, au Kosovo*, en 1999, se trouvait à flanc de coteau, surplombant la plaine. Pour nous y rendre, nous avions emprunté des routes de campagne et traversé un village, enfilade de maisons réduites à l'état de squelette, aux toits mal protégés par des bâches. Toutes portaient les stigmates noirs laissés par le feu au-dessus des fenêtres.

Les forces serbes les avaient incendiées en représailles contre les activités de l'Armée de libération du Kosovo, le groupe armé rebelle luttant pour un Kosovo indépendant. Dans la plupart, des familles entières vivaient désormais dans une seule pièce aux murs noircis, serrés autour d'un poêle fourni par le [Fonds des Nations Unies pour l'enfance](#) (UNICEF).

À l'école, j'ai vu des enfants en vêtements d'été frissonnant dans des classes gelées, aux murs éventrés par les obus. Beaucoup semblaient engourdis par quelque chose de plus glaçant que le froid hivernal.

L'école primaire de Santa Barbara a été occupée par un groupe armé durant le siège de Zamboanga (Philippines), en septembre 2013.

Fuyant d'anciennes vendettas, ils avaient vécu six mois dans les bois avec leurs familles, et n'avaient été autorisés à rentrer chez eux que depuis peu, après des négociations. Les enseignants travaillaient sans aucune perspective de rémunération pour maintenir l'éducation en état de marche. Comme j'interrogeais le directeur, un bruit terrible et sourd se fit entendre au dehors et tout le bâtiment trembla. Un obus venait de frapper l'autre versant de la colline. « Ils font ça tous les jours, juste pour se rappeler à notre bon souvenir », m'expliqua-t-il. « Mais nous allons continuer les cours. L'école nous donne de l'espoir. »

* Conformément aux termes de la résolution 1244, datée de 1999.

L'école refuge

En période de crise ou de conflit, la possibilité de pouvoir envoyer ses enfants à l'école offre aux parents et aux communautés un semblant de vie normale : un lieu sûr où les confier pendant le travail, et où ils pourront recevoir des services essentiels, comme les vaccinations, et des informations d'importance vitale, comme les précautions à prendre pour éviter les mines. Mais surtout, un moyen de les doter d'une éducation qui leur permettra de construire leur propre avenir, ainsi que celui de leurs communautés et de leur pays.

Mais le contraire peut aussi se produire. Quand des écoles sont détruites dans des zones d'instabilité, c'est l'espérance qui disparaît avec elles. La peur d'aller à l'école, et même de continuer de vivre à proximité, peut s'emparer des populations, qui fuient pour leur propre sécurité, éteignant tout espoir d'éducation.

Il y a eu ces dernières années plusieurs exemples révoltants d'attaques contre l'éducation. En avril 2014, les militants de Boko Haram ont enlevé 276 lycéennes de l'école secondaire publique pour filles de Chibok (Nigéria). Plus d'une centaine d'entre elles n'avaient pas encore été libérées en décembre 2017, selon Reuters et l'AFP.

En octobre 2016, selon un rapport des Nations Unies, les frappes aériennes des forces progouvernementales sur le groupe scolaire Kamal Qal'aji, dans le gouvernorat d'Idlib, en Syrie, ont tué trois enseignants et 19 enfants, blessé 61 enfants et gravement endommagé l'école.

En juin 2017, des militants ont posé des bombes autour d'une école primaire, aux Philippines, l'ont occupée et y ont retenu les habitants en otage.

Des générations de laissés-pour-compte

Ces attaques ont un effet immédiat : élèves et personnels de l'éducation tués ou blessés, destruction des infrastructures, fermeture des écoles et des universités et traumatismes psychologiques. Et lorsqu'elles se poursuivent – les conflits, dans les pays pauvres, ayant une durée moyenne de douze ans –, ces attaques, y compris les dommages collatéraux, peuvent provoquer une **longue interruption**, la fermeture de l'école et le départ définitif des élèves ou des enseignants, et empêcher la reconstruction.



© Rahima Gambo (www.educationisforbidden.com)

Même après la fin du conflit, il faut parfois des années avant de remettre en état les installations et le système éducatif, pendant lesquelles des cohortes d'enfants se voient privées de leur droit à l'éducation.

Selon l'**UNESCO**, la moitié des enfants en âge scolaire primaire non scolarisés dans le monde vivent dans des pays touchés par des conflits, et la plupart n'ont jamais la possibilité d'achever les études, ce qui crée « **des générations entières de laissés-pour-compte** ».

La dernière étude mondiale consacrée à ces agressions, *L'Éducation prise pour cible 2014* – publication de la **Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques** (GCPEA) – indique que pendant quatre ans, de 2009 à 2012, les groupes armés non étatiques, les forces de défense et de sécurité nationales et les groupes criminels armés ont attaqué des milliers d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et d'établissements scolaires et universitaires dans au moins soixante-dix pays. Ces attaques vont du bombardement ou de l'incendie d'écoles et d'universités au meurtre, aux blessures, au rapt ou à l'arrestation illégale, à la détention ou à la torture d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et d'universitaires.

“ Quand des écoles sont détruites dans des zones d'instabilité, c'est l'espérance qui disparaît avec elles ”

Les écoles et les universités sont prises pour cible pour des raisons différentes et souvent multiples, que ce soit pour créer de l'instabilité, s'en prendre au type d'éducation perçu, s'emparer des installations à des fins militaires, ou, s'agissant de l'enseignement supérieur, empêcher l'expression d'opinions politiques divergentes.

Mettre fin à l'impunité

La première mesure à prendre pour lutter contre ce problème, et la plus cruciale, est de mettre en place un [suivi efficace afin de comprendre](#) ce qui se passe et pourquoi. On peut protéger les écoles, par une présence policière ou la construction d'un mur d'enceinte, et s'en prendre aux raisons ayant motivé l'attaque, en veillant, par exemple, à ce que les minorités aient un accès égal à l'école, puissent recevoir une instruction dans leur langue ou étudier leur propre religion, ou en recrutant les enseignants au sein de la communauté ethnique locale, comme c'est le cas dans le Sud de la Thaïlande.

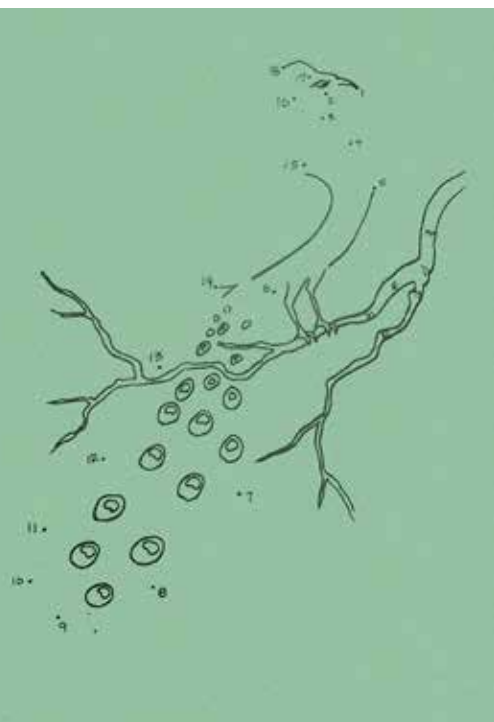
On peut réduire les impacts en construisant des écoles en béton, et non en bois ou en paille, parce qu'elles seront plus difficiles à incendier, ou en aménageant deux portes de sortie dans chaque classe, pour que les élèves aient la possibilité de fuir si des miliciens ou des soldats tentent d'y pénétrer pour les recruter à la pointe du fusil.

Quant à l'utilisation des écoles à des fins militaires, une mesure préventive clé consiste à persuader les groupes armés, étatiques ou non, de s'engager à y renoncer. La dissuasion s'obtient, entre autres, en [mettant fin à l'impunité juridique](#) des auteurs des attaques et en amenant les forces et les groupes armés qui les commettent à répondre de leurs actes.

Le [rapport présenté chaque année par le Secrétaire général des Nations Unies](#) au Conseil de sécurité dresse la liste des auteurs de violations graves commises contre les enfants en temps de conflit – dont les attaques contre les écoles et le recrutement d'enfants soldats. Les parties mentionnées devront établir des plans d'action pour mettre fin à ces violations, faute de quoi elles s'exposeront à des sanctions.

La GCPEA a lancé une campagne internationale pour persuader les pays de signer une [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#), qui les engage à adopter bon nombre de ces mesures. La République dominicaine est devenue en décembre 2017 le 72^e pays signataire. [Virginia Gamba](#), Représentante spéciale du Secrétaire général pour [les enfants et les conflits armés](#), a appelé tous les États membres de l'ONU à appuyer et à promouvoir cette déclaration, qui a contribué de manière décisive à promouvoir l'adoption de mesures concrètes pour prévenir les attaques contre l'éducation. « *Nous ne pouvons tout simplement pas laisser les écoles servir de cible militaire dans les zones de conflit. Le prix à payer pour un enfant qui se retrouve privé pendant des années, voire des décennies, de son accès à l'éducation est trop élevé* », a-t-elle déclaré, [en présentant son rapport](#) à l'Assemblée générale des Nations Unies, en octobre 2017.

Consultant et journaliste, **Brendan O'Malley** (Royaume-Uni) est l'auteur des deux études intitulées *L'Éducation prise pour cible*, publiées par l'UNESCO en 2007 et 2010, et le chercheur principal de l'édition 2014 de ce rapport, publié par la GCPEA. Il est éditeur et co-auteur de la collection *Protecting Education in Countries Affected by Conflict* (2012) du [Global Education Cluster](#). Il a enquêté pour le compte de nombreuses organisations internationales sur les attaques perpétrées contre l'éducation de base et l'enseignement supérieur dans le cas des réfugiés et des communautés affectées par des crises.



Dyptique de l'artiste nigériane [Rahima Gambo](#) extrait du projet multimédia « *Éducation interdite* », articulé autour de la mémoire des exactions commises par Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria. Sur le volet de gauche, Rukkaya et Hadiza, dans la cour de récréation de leur école à Maiduguri, en 2016, se remémorent les jours où elles devaient cacher leurs uniformes d'écolières dans des sacs en plastique pour éviter de devenir la cible des djihadistes insurgés. Sur le volet de droite, dessins d'un manuel scolaire nigérian.

Dans les six pays les plus lourdement affectés – Afghanistan, Colombie, Pakistan, Somalie, Soudan et Syrie – le Rapport de 2014 fait état de « *plus de 1 000 attaques contre des écoles, des universités, des membres du personnel éducatif et des élèves, ou plus de 1 000 élèves, enseignants ou autres membres du personnel éducatif victimes d'attaques ou établissements d'enseignement attaqués ou utilisés à des fins militaires* ».

Dans 24 pays des 30 pays analysés, précise aussi *L'Éducation prise pour cible*, des écoles et des universités ont été utilisées à des fins militaires.

Au Nigéria, [selon les estimations de l'ONU](#), il y aurait eu 1 500 destructions d'établissements depuis 2014, faisant au moins 1 280 victimes parmi les élèves et les professeurs. Selon la GCPEA, « *dans les pires des cas, des enfants ont été blessés et tués, et des écoles endommagées ou détruites lorsque des forces belligérantes les ont attaquées parce que des forces militaires les avaient utilisées* ».

“ J’ai opté pour l’optimisme ”

Dalia Al-Najjar



© Vilde Media

Dalia Al-Najjar,
Ambassadrice de bonne volonté
pour *Children of Peace*.

“ J’étais si remontée que j’aurais voulu faire sauter la planète. Mais je n’en ai rien fait. J’ai décidé de ne pas prêter l’oreille aux sirènes du mal. Et de choisir la paix. ”

par Mary de Sousa

Une enfant de la guerre se consacre à la paix

Dalia Al-Najjar en a déjà beaucoup vu en quelques années de vie. À vingt-deux ans, cette réfugiée palestinienne a survécu à trois conflits et passé chacun de ses moments de répit, entre sièges et cessez-le-feu, à étudier, à s’engager bénévolement, à travailler, à rédiger un blog sur ce combat quotidien qu’est la vie à Gaza... et à réfléchir à un autre avenir.

Son énergie, elle la consacre en grande partie à sa mission d’Ambassadrice de bonne volonté pour *Children of Peace*, une organisation caritative non partisane qui s’emploie à instaurer un climat de confiance, d’amitié et de réconciliation entre les enfants israéliens et palestiniens âgés de 4 à 17 ans et leurs communautés.



« Guerres et paix », issu du Fonds Cartooning for Peace, réseau international de dessinateurs de presse engagés, soutenu par l'UNESCO.

Dalia explique qu'elle est mue par la colère et l'espoir, mais qu'elle doit aussi beaucoup à une culture familiale valorisant l'éducation. Elle s'en est d'ailleurs servie comme un moyen de réaliser ses rêves, le principal étant de trouver un remède à la violence et à la haine. « Ma famille m'a toujours répété que l'éducation était fondamentale », dit-elle.

Dalia a vécu son premier siège à l'âge de douze ans, juste avant deux terribles conflits. « J'étais en septième année lorsque le premier a éclaté, et tout s'est effondré. Je n'ai rien compris. Pourquoi les gens s'entre tuaient-ils ? J'ai cru que cela ne durerait que quelques semaines », se souvient-elle.

Elle n'en a pas moins poursuivi ses études, et obtenu une licence en gestion des entreprises à l'Université islamique de Gaza, suspendue aux brusques rétablissements de l'électricité dans la ville. « À l'époque, je ne me rendais jamais à l'école sans avoir regardé les informations, et tout dépendait de l'alimentation électrique. Je me réveillais quand il y avait de la lumière, ou je faisais mes devoirs à la bougie, ce qui me détruisait les yeux. Je me disputais avec mon frère et ma sœur pour avoir la chandelle. »

La guerre de 2014 a marqué un tournant dans sa vie. « Après, j'ai eu les idées plus claires. J'ai voulu que plus personne n'ait à endurer ce que j'avais vécu. J'ai opté pour l'optimisme, parce qu'autrement, la vie ne vaut pas la peine. Or, il n'était pas question pour moi de renoncer à vivre », note-t-elle.

Dalia a obtenu une bourse de quelques mois aux États-Unis, et a commencé un blog et une émission sur YouTube. Elle s'est aussi inscrite à l'[Alliance mondiale de la jeunesse](#), une coalition internationale de jeunes mobilisés pour promouvoir la dignité humaine et la solidarité entre pays développés et en développement.

Mais c'est son travail en tant qu'Ambassadrice de bonne volonté de Children of Peace qui l'a le plus changée. « Quand on est Palestinien, il est facile de camper sur ses positions et de diaboliser l'autre. Aujourd'hui, j'ai des amis israéliens et nous réalisons qu'on nous a raconté des histoires différentes, et que nous devons gérer cela ensemble, avec notre esprit critique », explique-t-elle. « Se trouver d'un côté du conflit incite plus facilement à traiter les autres en objets, au lieu de reconnaître qu'il y a des traumatismes des deux côtés. »

Dalia, qui prépare aujourd'hui un master en ressources humaines à Sakarya, en Turquie, se passionne pour un nouveau projet. En 2017, elle a participé à Oslo à la conférence Young Sustainable Impact (YSI) en qualité d'*earthpreneur* (néologisme anglais désignant une personne qui met l'entrepreneuriat au service de la durabilité de la Terre). On lui a demandé d'imaginer une start-up pour réaliser l'un des Objectifs de développement durable.

Lorsqu'elle a appris qu'on mourait plus souvent de maladies dues à l'eau qu'à cause des conflits, elle a cofondé Xyla Water Filtration Technologies. Avec cette société, elle espère commercialiser un filtre en tissu végétal d'un coût inférieur à 10 dollars, capable de fournir de l'eau potable pendant un an à une famille de sept personnes.

En attendant de pouvoir atteindre son prochain objectif : devenir Premier ministre !

La paix :

l'enseigner, l'apprendre

par Toril Rokseth

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. C'est à partir de ce constat que le Centre Nobel de la paix à Oslo, Norvège, déroule son programme éducatif. Quelque 10 000 enfants et jeunes de 6 à 19 ans s'y rendent chaque année.

Chaque année, au cœur de la capitale norvégienne, des milliers d'écoliers franchissent les portes d'une gare désaffectée dominant le port, à la recherche de cette réalité insaisissable : la paix.

Créé à l'initiative de Geir Lundestad, ancien directeur de l'Institut Nobel norvégien, le Centre Nobel de la paix est le musée du prix Nobel de la paix. Cette fondation indépendante, financée par une combinaison de dons privés et de subventions publiques, a pour mission de faire mieux connaître et apprécier le prix Nobel de la paix et de présenter l'œuvre d'Alfred Nobel et des lauréats.

Par ses manifestations, le Centre vise à encourager la réflexion et l'engagement sur des thèmes liés à la guerre, à la paix et à la résolution des conflits. Depuis son inauguration en 2005, il a accueilli plus de 1,6 million de visiteurs, pour plus de soixante expositions permanentes et temporaires – dont douze consacrées au prix Nobel, à ses lauréats et à d'autres personnalités mondiales.

Mais le Centre pilote aussi un programme éducatif visant à initier les jeunes esprits au concept de paix et aux moyens de la définir et de la cultiver. Plus de 10 000 enfants et jeunes de 6 à 19 ans, de Norvège, d'Europe et d'ailleurs, s'y rendent chaque année.

© Johannes Granseth / Nobel Peace Center



Le président colombien Juan Manuel Santos, prix Nobel de la paix 2016, au Centre Nobel de la paix, en décembre 2016.

Une équipe de quatre éducateurs encadrent les dix programmes annuels, conçus pour les enfants, les familles et les étudiants. Toute école ou individu peut s'inscrire à ces séances de formation d'une heure, ainsi qu'à d'autres activités, exposés ou projections de films, portant tous sur des questions qui sont au cœur de l'histoire du Nobel, comme la résolution des conflits ou la défense des droits de l'homme.

Une notion difficile à définir

Notre première tâche avec les enfants consiste à explorer le concept de paix. Chacun la désire, mais il n'est pas si aisé d'en parler et de l'enseigner. Lorsqu'on leur demande de la définir, la première réponse que donnent les élèves, en général, est que la paix est l'absence de guerre.

Mais cette réponse est-elle complète ? Nous les encourageons à pousser la réflexion plus loin. La paix peut-elle être autre chose que la négation de la guerre, et si oui, qu'est-elle ?

Et qu'est-ce qui détruit la paix ? Réponse immédiate : la guerre et les conflits. Mais la paix peut aussi être anéantie par la pauvreté, le racisme, les catastrophes environnementales, ou l'absence de démocratie ou de respect des droits de l'homme. Nous passons alors à des questions plus difficiles. Si c'est le racisme qui détruit la paix, comment le combattre ? Si c'est la pauvreté, ne faut-il pas tout faire pour l'éradiquer ? Si c'est l'absence de droits humains, ne faut-il pas œuvrer au respect des droits de chacun ?

Nous demandons aussi aux élèves de nous dire ce qui, selon eux, favorise la paix. Cela nous permet d'explorer plus profondément des sujets comme les droits de l'homme, la collaboration entre les pays et les groupes et le respect mutuel entre les peuples. Le but étant de les pousser à comprendre que la paix est un concept positif, et non négatif.

Notre objectif, au Centre, est de transmettre aux élèves des connaissances et des valeurs qu'ils pourront transformer en actions utiles pour eux-mêmes et leurs communautés. Les bases sur lesquelles élever des citoyens conscients, tolérants et empathiques doivent être la démocratie, les droits de l'homme et la résolution des conflits.



Partir des notions de base

« *La démocratie doit naître de nouveau à chaque génération, et l'éducation est sa sage-femme* », a écrit [John Dewey](#) (États-Unis) dans *The School and Society*. Le philosophe, psychologue et réformateur de l'éducation (1859-1952) croyait en une éducation fondée sur la résolution des problèmes, plutôt que sur l'apprentissage machinal des faits. Nous nous efforçons d'appliquer la même approche.

Pour parler des droits de l'homme, nous commençons par les notions de base, en demandant par exemple aux élèves s'ils se sentent écoutés lorsqu'ils disent ce qu'ils pensent. De là, il n'y a qu'un pas pour évoquer ceux que l'on a privés du droit de s'exprimer librement – comme les lauréats du Nobel Nelson Mandela ou le pacifiste allemand [Carl von Ossietzky](#). Nous abordons ensuite la question de la responsabilité qui découle des droits humains fondamentaux.

Nous adaptons nos méthodes à l'âge et aux capacités des élèves. Nous savons, par exemple, que le jeu de rôle est un bon outil pour enseigner aux plus jeunes l'importance des droits des enfants. Les plus âgés sont invités à prendre position sur des cas difficiles montrant les dilemmes de la vraie vie. Mais nous veillons avant tout à ce que les séances soient pertinentes et encouragent l'esprit critique.

L'expérience personnelle comme exemple

Un débat dirigé à partir de questions ouvertes peut renforcer l'aptitude à l'empathie des élèves. Qu'est-ce que le racisme ? Que ressent celui ou celle qui le subit quotidiennement ? Avec quelles conséquences ? Par petits groupes, les élèves apprennent à formuler des points de vue et à enrichir leur vocabulaire théorique. Nous partons des expériences personnelles des jeunes pour mettre en valeur l'universalité des droits de l'homme et forger un cadre sécurisé commun qui leur permette de confronter leurs opinions à celles des autres.

Nos programmes exploitent aussi les archives du Centre, ainsi que les travaux des lauréats, qui constituent des exemples puissants et concrets d'actions en faveur de la paix. Cela va de la romancière et pacifiste autrichienne [Bertha von Suttner](#), première femme à se voir décerner individuellement le Nobel en 1905 pour son inlassable participation au mouvement international en faveur de la paix, à l'activiste américain [Martin Luther King](#) (couronné en 1964) et à son recours aux méthodes non violentes pour promouvoir le mouvement pour les droits civiques, ou aux efforts audacieux en faveur de l'universalité des droits de l'homme de l'avocate iranienne [Shirin Ebadi](#), Nobel de la paix 2003.

Pour prolonger l'expérience, nous encourageons les enseignants à poursuivre dans la salle de classe les échanges entamés au Centre. Des activités d'accompagnement et d'approfondissement sont proposées à cette fin sur notre site web. Les enseignants nous font souvent parvenir des commentaires très positifs sur la façon dont la visite a stimulé la réflexion et la discussion chez les élèves.

Toril Rokseth (Norvège) est directrice de l'éducation au Centre Nobel de la paix, où elle dirige une équipe de quatre éducateurs.

Le « *Champ Nobel* », conçu par l'artiste américain David Small, se trouve au cœur du Centre Nobel de la paix.



La circulation des cerveaux africains : une alternative à leur exode ?

par Luc Ngwé

En octobre 2016, un rapport du Fond monétaire international (FMI) défrayait la chronique. « Les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne dans les pays de l'OCDE pourraient passer d'environ 7 millions en 2013 à quelque 34 millions d'ici à 2050 », annonçait-il, soulignant que « les migrations de travailleurs jeunes et instruits pénalisent grandement une région dont le capital humain est déjà rare ». Cette hémorragie du continent qui dure depuis des décennies ne peut être arrêtée de force. Il faut intégrer les parcours à l'étranger dans les cursus universitaires africains, et favoriser l'émigration de courte durée, qui permet un retour des cerveaux dans leur pays d'origine.

« L'exode des cerveaux est particulièrement prononcé en Afrique subsaharienne », lit-on dans Perspectives de l'économie mondiale (octobre 2016), rapport publié par le Fond monétaire international (FMI). « Les migrations de travailleurs jeunes et instruits pénalisent grandement une région dont le capital humain est déjà rare. La concentration de migrants parmi ceux qui sont instruits est plus forte que dans les autres pays en développement. Les migrations de travailleurs hautement qualifiés induisent un coût social élevé, comme en témoigne le départ de médecins et d'infirmières du Malawi et du Zimbabwe, qui peut être synonyme de pertes de bien-être en plus de celles qui sont purement économiques. »

Cette situation n'est pas nouvelle. L'exode des cerveaux africains a commencé dès les années 1980.

Migration temporaire dans les années 1960

Au lendemain des indépendances, dans les années 1960–1970, les politiques d'enseignement supérieur en Afrique répondaient aux besoins des États en construction, qui souhaitaient former leurs propres élites. Pour une partie, elles allaient être instruites à l'étranger, principalement dans les pays des anciens colonisateurs et de l'ancien bloc soviétique. Les étudiants obtenaient des bourses d'État et étaient tenus de revenir au pays pour participer à son développement. Le Cameroun, par exemple, faisait signer des engagements décennaux à tous ses boursiers. Quant aux pays de l'ancien bloc soviétique, ils exigeaient le départ des étudiants africains aussitôt qu'ils avaient terminé leurs études. Ailleurs, ils étaient encouragés à quitter le territoire des pays d'accueil par d'autres moyens : difficultés d'insertion professionnelle, emplois réservés, discriminations, déclasserement, etc.

En outre, les États nouvellement indépendants offraient des emplois attractifs à leurs diplômés et ravivaient constamment chez eux l'enthousiasme des indépendances et le sentiment d'utilité, sous forme de slogans élogieux comme « Le pays a besoin de vous ! ».

La circulation des cerveaux africains s'inscrivait, au cours des deux décennies qui ont suivi les indépendances, dans la logique d'un mouvement de migration plus vaste dont la caractéristique était d'être temporaire, du moins dans son intention.

La migration comme horizon de vie dans les années 1980

Mais, dans les années 1980–1990, l'euphorie des indépendances cède la place au désenchantement dans la majorité des pays africains. Les promesses de sortie de la pauvreté n'ont pas été tenues. S'imposant des « cures d'amaigrissement » successives, l'appareil étatique réduit drastiquement ses recrutements. L'idéal d'un projet de bien commun s'estompe. Un sentiment d'inutilité s'installe. Obtenir un diplôme n'a plus le même sens, d'autant que l'« employabilité » devient le mot d'ordre des politiques éducatives, aussi bien en Afrique qu'ailleurs. Les étudiants s'orientent de plus en plus vers des formations qui leur permettent d'acquérir des compétences « vendables » sur le marché mondial du travail.

En même temps, l'émigration des compétences des pays du Sud n'est pas pour déplaire aux pays du Nord engagés dans une compétition pour la captation des talents et en proie à des problèmes de renouvellement de leur force de travail. Le vieillissement annoncé de la population, mais aussi certaines politiques de limitation de la formation, à l'instar du *numerus clausus* pour les médecins en France, obligent ces pays à recourir de plus en plus à la main-d'œuvre étrangère.

Ils adoptent des politiques de migration sélective, car ils entendent faire correspondre les profils de migrants aux besoins de leurs économies. Confrontée au désert médical, la France accueille des médecins étrangers, tandis que l'Allemagne attire à elle les étrangers disposant de compétences indispensables à son industrie.

Les professions de la santé, de l'informatique, de la finance et des technologies permettent, plus que les autres, une plus grande mobilité internationale. En ce sens, la mondialisation décroissance progressivement les marchés nationaux de l'emploi et cette dynamique économique favorise la standardisation des cursus et des diplômes à l'échelle planétaire.

Mais, si les pays africains entrent dans la mondialisation « par effraction » dans la mesure où ils n'ont pas toujours leur mot à dire, il n'en est pas de même pour les individus.

« J'ai choisi de partir de mon pays parce que je pensais à l'époque qu'il n'y avait pas de perspective pour nous là-bas et que la vie était meilleure ici, en Europe. Je compte, après mes études, postuler au pays, tout en gardant une base ici, en Italie. De telle sorte que si je ne parvenais pas à travailler au pays, je puisse toujours rester ici pour me battre ». *Témoignage de l'étudiant africain Thertys Schemele, recueilli par le photographe congolais Bourges Naboutawo.*

“ Les pays africains entrent dans la mondialisation par effraction ”

Ces derniers réussissent parfois à en tirer profit au travers des projets éducatifs qu'ils développent, des perspectives professionnelles et des autres possibilités (consommation, voyages, etc.) qui s'offrent à eux. Or, ces situations qui renvoient à des objectifs d'épanouissement personnel ne rencontrent pas forcément les objectifs globaux, les orientations, les priorités des pays africains.

Quoi qu'il en soit, les politiques intérieures des pays africains constituent l'un des facteurs qui, avec l'équation démographique des pays du Nord et la mondialisation – ont transformé la migration temporaire des Africains en une migration durable. Il s'agit dès lors d'une migration sans réelle perspective ni intention de retour, qui n'est pas due, comme on vient de le voir, aux seuls facteurs économiques (emploi, salaire, conditions de travail) et politiques (persécution, insécurité). Il s'agit d'une migration comme horizon de vie.

Potentiel de la diaspora contemporaine

À l'heure actuelle, les pays africains semblent être dans l'impossibilité d'enrayer la fuite des cerveaux. Les stratégies de rapatriement à tout prix s'avéreront inefficaces tant que les gouvernements ne s'attaqueront pas aux causes profondes de l'émigration et que la priorité ne sera pas donnée à la captation des cerveaux actuellement en fuite. Une alternative – pour ne pas dire une solution – serait d'intégrer les cerveaux de la diaspora dans les cursus universitaires des pays africains. Une telle circulation des compétences ouvrirait de nouvelles perspectives à l'heure de la mondialisation, de laquelle les pays africains ne peuvent s'abstraire.



© Bourges Naboutawo

Depuis plusieurs années, des réseaux universitaires et scientifiques sont établis entre les pays d'origine et les pays d'accueil de la diaspora africaine. C'est notamment le cas de l'université des Montagnes (UDM) au Cameroun, qui a noué des relations avec le centre hospitalier universitaire (CHU) de Dijon et l'université Paris-XIII, en France, ainsi qu'avec l'université d'Udine et le centre de Cardiologie de Milan en Italie. Le Maroc mobilise sa diaspora grâce à des programmes nationaux comme le Forum international des compétences marocaines à l'étranger (FINCOME), qui soutiennent l'effort national de recherche scientifique et technologique. En 2009, le Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST) à Rabat a signé des accords avec différentes structures à l'étranger, notamment avec l'Association des informaticiens marocains en France (AIMAF) et le Réseau des compétences marocaines en Allemagne (DMK).

La santé est un domaine qui bénéficie également de ce genre de coopération. Ainsi, des pharmaciens camerounais établis en Belgique ont noué des relations avec l'université de Douala pour dispenser des cours de préparation en pharmacie. Depuis 2010, l'Association des médecins camerounais en Belgique (MedCamBel) organise des symposiums professionnels, ainsi que des campagnes d'information, de prévention et de sensibilisation des populations au Cameroun.

Migration circulaire : un nouveau type de migration en plein essor

Parallèlement, certains pays du Nord favorisent la « mobilité circulaire », autrement dit une émigration de courte durée, permettant aux étrangers de travailler et de se spécialiser pendant quelques années, avant de rentrer dans leur pays. Soutenue par la Fondation allemande pour l'intégration et la migration, ainsi que, sous le nom de Triple Win, par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'Agence fédérale pour l'emploi, la mobilité circulaire profite aussi bien au pays d'origine qu'au pays d'accueil, grâce aux transferts de compétences et de savoirs qu'elle permet. Sans oublier le principal concerné, qui se forme en travaillant, noue des relations professionnelles qui peuvent lui être utiles, et peut mieux gagner sa vie pendant son séjour à l'étranger, pour investir ensuite ses économies dans son pays d'origine.

© Bourges Naboutawo



« Les étudiants africains en Europe se décident difficilement à retourner au pays une fois leur diplôme en poche », dit-elle. Mais elle, non. Elle a bien l'intention de rentrer au Cameroun après sa licence en électronique et son master en automatisation. Malgré les problèmes d'emploi, d'insécurité, d'éducation, de santé... qui chassent la jeunesse hors du continent, « on se sent toujours mieux chez soi », explique Loveline Nguetsa au photographe congolais Bourges Naboutawo. Elle est persuadée qu'avec une vraie volonté politique, ces problèmes pourront être résolus.

De telles pratiques de bénéfice mutuel entre les pays d'accueil et d'origine sont à l'œuvre dans le monde universitaire, particulièrement quand il s'agit des États-Unis, et du Canada, et dans une moindre mesure du Royaume-Uni et de la France. En effet, les universitaires africains insérés dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de ces pays pilotent, avec l'appui de ces institutions, des programmes de coopération dans leurs pays d'origine. Après avoir dirigé l'Institut d'études africaines à l'université Columbia (New-York, États-Unis), Mahmood Mamdani a créé en 2010 l'*Institute for Social Research* à l'université de Makerere en Ouganda. Ousmane Kane, titulaire de la chaire « Islam et sociétés musulmanes contemporaines » à l'université de Harvard (Boston, États-Unis) a lancé en 2016 un programme d'échange universitaire dont bénéficient les étudiants du Sénégal, son pays natal. La liste est longue des chercheurs et universitaires africains qui contribuent à la régénération de l'enseignement supérieur et de la recherche dans leurs pays d'origine à travers les programmes d'enseignement, de recherche, et des projets de co-publications.

L'insertion des diasporas africaines dans le marché mondial des compétences leur offre des garanties de maintien de leur compétitivité, en lieu et place de la sclérose qu'elles subissent si elles restent dans leur pays d'origine, en raison des mauvaises conditions de travail et d'un environnement peu propice à l'épanouissement professionnel. C'est notamment vrai pour les enseignants-chercheurs, le personnel de santé et, plus récemment, les métiers dits de pointe, comme l'informatique, les télécoms, la finance ou les biotechnologies.

Comme le souligne le rapport du FMI, les cerveaux africains en exode « peuvent aussi proposer des programmes rigoureux de perfectionnement professionnel et de formation des cadres. En associant leurs compétences, leurs relations et leur savoir-faire à leur connaissance des perspectives mondiales et des coutumes locales, les réseaux des diasporas d'émigrés peuvent contribuer à un renforcement de l'environnement économique dans le pays d'origine, à une hausse de l'efficacité et à un développement sur de nouveaux marchés ».

Quand on fait l'effort de transformer la fuite des cerveaux en circulation des cerveaux, cela peut ouvrir la voie à de nouvelles formes de coopération, à de nouvelles modalités de développement des pays africains et à de nouvelles formes d'influence qui puisent leur force dans la socialisation internationale.

Luc Ngwé (Cameroun) est chercheur et consultant indépendant. Auteur d'une série d'études portant notamment sur l'enseignement supérieur, il a enseigné à l'université de Douala (Cameroun), Nanterre et Avignon (France).

L'université

et la démocratie des crédules

par Jean Winand

Les progrès technologiques et scientifiques ont bouleversé notre rapport au monde. Le rôle des sciences humaines est détrôné par le tout économique. Dans ce contexte, l'université se retrouve face à un dilemme : faut-il produire des techniciens, directement productifs, ou des universitaires plus généralistes capables de réfléchir au devenir des sociétés ? Le réalisme économique ne peut pas être la seule réponse aux défis actuels.

Parmi les phénomènes qui caractérisent ce début du XXI^e siècle, les plus marquants sont sans doute la dissolution des repères d'après lesquels s'orientent nos sociétés et la difficulté des individus de se projeter dans le futur avec optimisme, un sentiment accentué par le spectacle des guerres et des migrations dont nous suivons, hélas, les épisodes au quotidien.

À cela s'ajoutent des interrogations sur la nature du vivant, le maintien de nos écosystèmes, le fonctionnement de nos libertés démocratiques et individuelles, le rôle de l'État, les rapports entre les États et des sociétés multinationales capables de mobiliser des moyens gigantesques pour gérer la collecte, la circulation et la préservation des connaissances et des informations, mais aussi leur transformation et leur exploitation. L'isolement de certains pays riches, la montée des populismes et le renforcement spectaculaire des mouvements intégristes, laissent croire que le pouvoir est progressivement pris par les partisans des solutions rapides et simples, pour ne pas dire simplistes.



© Selçuk Demirel

Les politiques voient-ils la nécessité de former des gens capables de réfléchir d'une manière générale avec un esprit critique ?

Face à ces inquiétudes du monde contemporain, on aurait pu penser que les sciences humaines, dont l'une des missions essentielles est précisément de donner des clefs pour l'interprétation du monde dans lequel nous vivons, auraient assumé un rôle accru. Mais, à l'exception peut-être de la sociologie, elles restent très discrètes dans les débats actuels et disparaissent petit à petit des cursus universitaires. La place réservée aux sciences humaines est en nette régression, un peu partout dans le monde, mais notamment dans les pays développés.

D'une part, leur périmètre se rétrécit : le message qu'elles véhiculent a cessé d'irriguer les filières techniques. D'autre part, les moyens octroyés aux sciences humaines, que ce soit pour l'enseignement ou la recherche, sont en baisse constante. Les causes qui concourent à créer cette situation sont trop nombreuses pour être détaillées ici. Je me bornerai au rôle des autorités politiques.

Quelles priorités pour les politiques ?

Dans un monde où le plein emploi n'est plus une valeur sûre, l'identification quasiment isométrique entre une formation et un métier pouvant déboucher sur un emploi est devenue une véritable obsession. La formation de diplômés directement utilisables pour des tâches déterminées apparaît dès lors préférable à celle d'universitaires généralistes.

Par exemple, le gouvernement du Japon annonçait en juin 2015 son intention de réduire fortement, sinon d'abolir dans les universités qu'il contrôle officiellement, les départements de sciences sociales et de philosophie et lettres. Le Premier ministre japonais déclarait alors que plutôt que d'approfondir la recherche académique, qui est très théorique, il était préférable de mener une éducation à vocation plus pratique qui anticiperait ainsi mieux les besoins de la société.

Mais l'université peut-elle se contenter de former des techniciens pointus qui resteraient des ignares en dehors du domaine étroit de leur discipline ? On en est au point de se demander si le politique, à qui il revient de tracer le cap, voit la nécessité de former des gens capables de réfléchir d'une manière générale avec un esprit critique. Dans certains pays, la réponse est clairement non ; dans beaucoup d'autres, ce n'est pas ou plus ressenti comme une priorité, parfois même par les autorités universitaires, désormais obnubilées par les questions de rentabilité.

Dans un monde où les repères philosophiques et moraux ont des difficultés à se faire reconnaître, les universités jouissent encore d'un capital de confiance auprès du public. Encore faut-il, pour le conserver et le renforcer, qu'elles se montrent exemplaires dans leur comportement. Les scientifiques ne sont pas toujours à l'abri de certaines critiques touchant parfois à leur intégrité intellectuelle.

© Frank Herfort (www.frankherfort.com)



Aussi la science est-elle devenue suspecte aux yeux d'une part croissante de la population. La présentation de ce qu'on appelle les *alternative facts* (affirmation contredite par les faits) en constitue une intéressante illustration. Il n'est sans doute pas utile de développer longuement ici les prises de position sceptiques, parfois au plus haut niveau de l'État, sur la réalité du changement climatique, ou la mise en concurrence – comme s'il s'agissait de deux opinions équivalentes – de la théorie de l'évolution des espèces et du créationnisme. Dans ce contexte mouvant, les universités peuvent être des repères forts de liberté. Cela dépend bien sûr en grande partie d'elles-mêmes, mais les États devraient leur garantir des moyens suffisants pour leur assurer une réelle autonomie.

Le rôle des sciences humaines

Dans l'université vue comme un idéal, les sciences humaines ont un rôle central à jouer. Et pourtant, on ne les prend guère au sérieux. Trop souvent, la survie de ces disciplines passe par une instrumentalisation plus ou moins forcée. Par exemple, on admettra facilement qu'un éclairage philosophique est nécessaire dans les sciences du vivant, sur les questions éthiques, mais on ne percevra pas l'utilité de soutenir des recherches sur Kant, sur la philosophie médiévale ou sur la phénoménologie. Pour nombre de scientifiques, la recherche en sciences humaines n'est pas vraiment de la science. L'incompréhension vient notamment du fait que les sciences exactes imposent leur paradigme épistémologique, ou à tout le moins leurs pratiques de la recherche, à l'ensemble des sciences.



*Œuvre de la série « Intérieurs publics »
du photographe allemand Frank Herfort.*

Comme les sciences humaines s'occupent d'abord du sens, il s'ensuit inévitablement une certaine relativité des résultats.

Par ailleurs, il ne viendrait à l'idée de personne de s'en prendre aux élites techniques, respectées pour la contribution qu'elles apportent à la production industrielle, à la richesse économique, et aussi à notre bien-être physique et à notre confort matériel. Il n'en va pas de même des élites intellectuelles dont la mission est aussi d'être dérangeantes, par les questions qu'elles posent à la société, par la position critique qu'elles prennent vis-à-vis du pouvoir, ou encore par le décryptage qu'elles font du sens – toujours le sens – caché, dissimulé, occulté sous le flot continu de l'information dont nous sommes submergés.

“ L'excuse des dirigeants qui s'engageraient dans une voie fondée sur le seul réalisme économique serait-elle la trace d'une volonté d'asservissement des peuples par leur abrutissement ? ”

Or, ce sont précisément les sciences humaines, qui pensent autrement qu'en catégories binaires, qui sont capables de donner les outils nécessaires à l'intelligence du monde complexe qui nous entoure. À défaut, émergera progressivement – et peut-être de manière irréversible – la « **démocratie des crédules** », pour reprendre la formule du sociologue français Gérald Bronner.

Les signes avant-coureurs de l'obscurantisme

Face aux défis colossaux posés par l'évolution du monde contemporain, par l'extraordinaire développement des techniques qui remettent profondément en cause nos modèles sociaux, la seule réponse possible ne peut résider dans la recherche du bien-être économique, même s'il faut évidemment s'assurer d'un niveau de base, en priorité dans les pays les moins développés. Mais s'en tenir à cela ne serait au mieux qu'un cache-sexe servant à masquer des réalités plus complexes, et plus essentielles. La seule réponse adéquate se trouve dans la compréhension, dans l'intelligence du monde où nous vivons. Cette compréhension passe par la culture, une culture profonde, pas une culture de divertissement – en tout cas pas seulement – mais plutôt une culture nourrie de son épaisseur historique, une culture multilingue, une culture qui se préoccupe de ses sources, qui les approfondit, pour mieux les comprendre et ainsi comprendre son présent et envisager son futur. Une culture donc pleinement informée, et qui ne peut l'être que par l'apport irremplaçable des sciences humaines.

L'ignorance de la position de l'Homme dans l'univers, de son histoire, de sa culture, toutes choses dont la connaissance un peu fine passe par l'acquisition de méthodes parfois austères, l'ignorance donc de tout cela, le dédain, voire le mépris condescendant qu'on peut porter vis-à-vis de ceux qui s'en font les défenseurs ont toujours été les signes avant-coureurs de l'autoritarisme et de l'obscurantisme.

L'excuse des dirigeants qui s'engageraient dans une voie fondée sur le seul réalisme économique est marquée, au mieux, du sceau de l'ignorance ; au pire elle serait la trace d'une volonté d'asservissement des peuples par leur abrutissement. C'est en cela que je parlais d'un enjeu démocratique majeur dans la manière de concevoir le statut et le rôle des sciences humaines dans nos sociétés.

Jean Winand (Belgique) est professeur ordinaire à l'université de Liège. Il a été doyen de la Faculté de philosophie et de lettres entre 2010 et 2017, année où il a été élu membre de l'Académie royale de Belgique. Il a coprésidé le Comité international de programme de la [Conférence mondiale des humanités](#) qui s'est tenue en août 2017 à Liège, en partenariat avec l'UNESCO.

Une feuille de route pour changer le monde



Œuvre réalisée au cours d'un atelier de l'ONG [Create Peace Project](http://www.createpeaceproject.com), consistant à échanger des messages de paix entre étudiants du monde entier.

par **Fernando M. Reimers**

Pour vivre en paix les uns avec les autres dans un monde confronté aux risques, il est impératif de donner à la nouvelle génération une éducation qui lui permette de les appréhender et de les affronter. Fernando M. Reimers, expert vénézuélien en éducation à la citoyenneté mondiale, est l'auteur de deux programmes innovants créés à cette fin à l'université Harvard.

Qu'est-ce que l'éducation, sinon le fait de fournir aux individus des occasions de développer les compétences pratiques et cognitives qui les aideront à vivre d'une façon leur permettant de réaliser les objectifs importants qu'ils se sont fixés ? Cette idée remonte au moins à [Jan Comenius](#), un pédagogue tchèque du XVI^e siècle.

Dans sa *Didactica Magna*, il écrivait que, pour réaliser la paix dans le monde, il fallait universaliser l'éducation. La même conviction a dicté l'inscription du droit à l'éducation dans la [Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948](#) et dans le [Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO](#). L'inclusion de ce droit dans la Déclaration a déclenché l'une des révolutions silencieuses les plus remarquables qu'ait jamais connue l'humanité. Au niveau mondial, l'accès à l'éducation de base est passé de moins de 50 % en 1948 à plus de 85 % aujourd'hui, et la part des alphabétisés a bondi de 36 à 85 % au cours de la même période ([Global Rise of Education](#), 2017). Des progrès d'autant plus spectaculaires que, dans le même temps, la population mondiale progressait de 2,5 à 7,3 milliards d'individus.

Ces dix dernières années, je me suis efforcé de comprendre comment soutenir le mieux possible le développement de systèmes éducatifs qui puissent faire de nos élèves des citoyens du monde globalisé. Le processus d'acquisition de compétences mondiales doit être porté par un enseignement de qualité, et par des enseignants dûment préparés et encadrés. Avec mes collaborateurs, j'ai conçu deux programmes scolaires complets, allant de la maternelle à la fin du secondaire, et nous continuons de travailler, en lien avec un réseau mondial d'écoles, à l'élaboration de ressources pédagogiques permettant de promouvoir l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Cultiver ses intérêts et passions

Le premier programme, exposé dans l'ouvrage [Empowering Global Citizens](#) (« Former des citoyens du monde », 2016), a été conçu en 2011 et 2012, pour un enseignement de six à huit heures hebdomadaires qui s'étend de la maternelle à la fin du second cycle du secondaire. À l'origine, le projet était destiné à *Avenues: The World School*, un réseau international d'écoles indépendantes qui venait d'ouvrir son premier campus à New York.

Nous avons mis au point un ensemble de compétences qui incluent l'apprentissage de l'éthique, l'acquisition de savoirs, de compétences sociales, de connaissance de soi et de manières de penser, afin de doter les élèves des capacités nécessaires au développement d'une conscience planétaire – tout en leur permettant de développer leur motivation et leur aptitude à relever les défis mondiaux. Au cœur de notre conception de la compétence mondiale se trouve la notion d'autonomisation, autrement dit, un état d'esprit selon lequel chacun peut cultiver sa capacité à faire la différence, prendre l'initiative et jouer un rôle moteur. Notre approche repose sur l'apprentissage par projet, qui incite les élèves à développer leurs intérêts et leurs passions, et associe les parents et les membres de la communauté.



Au lieu de nous contenter de transmettre des connaissances, nous encourageons les élèves à démontrer leur pleine maîtrise d'un sujet en créant un produit – spectacle de marionnettes (maternelle), *business plan* (troisième année d'études) ou entreprise sociale (huitième année). En troisième année de primaire, par exemple, les élèves étudient l'interdépendance mondiale en montant un projet de chocolaterie, assorti d'une campagne de commercialisation, qui les confronte aux questions des chaînes d'approvisionnement mondiales, de l'éthique du libre-échange et du travail des enfants.

Après que ce premier programme d'études a été publié et largement diffusé, il nous est apparu qu'une version allégée était nécessaire pour faciliter son adoption à plus grande échelle. Les retours des enseignants ayant adopté le programme nous ont aidés à peaufiner notre démarche et à la rendre plus efficace et plus accessible.

Comprendre le monde

Le second programme, *Empowering Students to Improve the World in Sixty Lessons* (« Former les élèves à créer un monde meilleur en soixante leçons », 2017), propose trois outils pour ce faire : un premier protocole permettant de concevoir et d'ajuster un programme d'éducation à la citoyenneté mondiale ;

Salle de l'école élémentaire Erika Mann, à Berlin (Allemagne), conçue par l'architecte Susanne Hofmann, en s'inspirant des idées des écoliers. Un projet et un lieu qui permettent d'apprendre le vivre ensemble.

un second destiné à l'élaboration d'une stratégie scolaire d'éducation planétaire ; et un prototype de programme d'études, élaboré selon les procédures proposées dans le livre.

L'application d'un tel programme d'études est à la portée d'un large éventail d'écoles, quels que soient les moyens et les soutiens dont elles disposent. L'existence d'un prototype permet de recueillir les suggestions des utilisateurs. Son format, bien que condensé en cinq leçons par année scolaire, offre une suite solide et rigoureuse d'enseignements, visant un ensemble précis d'acquis d'apprentissage. Ce second programme définit une feuille de route des compétences mondiales – pleinement alignées sur les **Objectifs de développement durable (ODD)** – qui permet à tout diplômé du secondaire de comprendre la mondialisation et d'apprécier les possibilités qu'elle offre aux individus de travailler ensemble afin de renforcer leurs communautés.

Devenir des citoyens du monde

Dans le cadre de l'**Initiative pour une éducation planétaire innovante** – groupe international de recherche sur les politiques et les pratiques – que je dirige à Harvard, je collabore actuellement avec plusieurs écoles et réseaux d'écoles à travers le monde. Ensemble, nous apprenons à mettre en œuvre des programmes scolaires explicitement destinés à promouvoir la citoyenneté mondiale. Les deux cursus décrits plus haut ont ainsi été traduits et adaptés en chinois, espagnol et portugais.

Nous le comprenons désormais : la création à grande échelle des conditions nécessaires pour une éducation planétaire de qualité exige un leadership collectif, ainsi que les efforts coordonnés et à long terme d'un éventail d'organismes publics et privés, afin de former des éducateurs capables de concrétiser un tel apprentissage.

Il faut aussi permettre aux autorités de l'éducation de partager leurs expériences afin d'accélérer l'émergence d'une culture volontariste du leadership, sans laquelle, comme je l'explique dans *One Student at a Time. Leading the Global Education Movement* (2017), nos systèmes éducatifs ne seront pas à la hauteur des défis du XXI^e siècle.

On sait que grâce à des programmes volontaristes de qualité et des pédagogies efficaces, il est possible d'enseigner aux jeunes générations à devenir des citoyens du monde actifs. L'éducation est notre plus puissant levier pour amener les élèves à construire un monde meilleur. Jamais notre devoir de former à la citoyenneté mondiale chacun des 1,2 milliard d'apprenants de la planète n'aura été aussi urgent.

Fernando M. Reimers (Venezuela) est professeur en pratique de l'éducation internationale à la Fondation Ford. Expert dans le domaine de l'éducation mondiale, il est directeur de Initiative pour une éducation planétaire innovante et du programme de maîtrise en politiques internationales de l'éducation à l'université Harvard.





Zoom



Radio Kledu

La radio en images

un détour à Bamako



Radio Benkan

Texte : Katerina Markelova

Photos : Marco Dormino / MINUSMA

Célébrer la radio... en images, voici le pari réussi pour Marco Dormino, photographe à l'ONU depuis plus de dix ans, qui s'est spécialisé dans les situations d'urgence, notamment en Amérique centrale et au Mali.

Engagé, depuis 2013, par la mission de stabilisation de l'ONU au Mali (MINUSMA), Marco Dormino était à Bamako lorsque celle-ci a lancé la radio *Mikado FM*, en juin 2015. La « radio de la paix », comme on se plaît à l'appeler sur place, est diffusée sur un vaste territoire au nord du Mali, qui abrite, entre autres, les communautés indépendantistes de l'Azawad. Son objectif : informer le public, de manière précise et fiable sur tous les aspects du processus de paix au Mali et accompagner ainsi l'établissement de la paix et de la réconciliation nationale. Son nom, Mikado, tiré du jeu éponyme, fait allusion à la force d'un peuple lorsqu'il est uni.

Avec ses émissions en français et en bambara, mais aussi - pour certaines émissions spécialisées - en d'autres langues locales (peul, songhaï, arabe et tamasheq), Mikado FM gagne rapidement la confiance des populations du Nord et devient le moyen de communication le plus répandu dans la région de Gao.

Enthousiasmée par ce franc succès, la MINUSMA veut marquer le coup : la *Journée mondiale de la radio* (13 février) est le moment idéal pour rendre hommage non seulement à Mikado FM, mais à la radio en général, considérée comme « *principal outil de diffusion de la culture et des opinions politiques au Mali, qui joue un rôle crucial dans la vie quotidienne des Maliens* », comme l'explique le photographe Marco Dormino. Et voici notre Italien de quarante-et-un ans parti en exploration dans le dédale des rues de Bamako, en quête de stations de radio ! Mission difficile, car leurs locaux n'ont pas pignon sur rue. « *Certains quartiers de Bamako ne figurent même pas sur la carte. On s'y perd facilement. En général, je n'avais qu'une idée très approximative de l'endroit où je devais me rendre* ».

En une semaine, il découvre plusieurs stations dans la ville - pas toutes, mais une bonne partie de celles qui sont les plus écoutées au Mali : Kledu, Benkan, Guintan, Jekafo, Chaîne 2, Liberté...



Il est toujours bien reçu et partout il jouit d'une totale liberté de mouvement et d'un plein soutien du personnel : « *J'ai rencontré des journalistes très professionnels, très bien organisés, très engagés, peu importe s'ils travaillaient pour une grande structure gouvernementale, comme Radio Chaîne 2, ou une petite radio privée. Tous semblaient passionnés et étaient là parce qu'ils le voulaient vraiment* ».

En faisant ce reportage, Marco Dormino a voulu s'imprégner de l'état d'esprit de la population, attitude qu'il adopte toujours, où qu'il soit. « *Ce qui passe à la radio, c'est l'opinion des gens, leurs sentiments, leur voix. Ce sont les gens qui font vivre la radio* », dit-il.

La radio est, en effet, le média le plus proche des gens. Selon l'UNESCO, la radio continue de toucher le plus grand nombre. En [Afrique](#), entre 80 % et 90 % des foyers ont accès à un poste de radio qui fonctionne. En 2016, on compte dans le monde plus de personnes qui écoutent la radio que de personnes qui regardent la télévision ou utilisent des smartphones. La radio n'exige pas de compétences en lecture et elle peut s'adresser à des communautés très restreintes en diffusant dans leurs langues. La radio reste l'un des moyens de communication les moins chers. Sur le plan de l'émission, il est possible de créer une [petite station FM](#) de 40 watts pour moins de 5 000 dollars.

Sur le plan de la réception, dans les régions du monde où la distribution de la presse imprimée est impossible en raison de l'absence d'infrastructures de transport, et où l'alimentation électrique nécessaire à la diffusion télévisée est aléatoire, un petit transistor à piles suffit pour accéder à l'information.

En 2011, afin d'encourager l'accès à l'information par le biais de la radio, l'UNESCO a proclamé le 13 février [Journée mondiale de la radio](#). La date est symbolique car c'est en ce jour que naissait, en 1946, la [Radio des Nations Unies](#). Cette résolution de l'UNESCO a été entérinée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013.



Radio Jekafo



Mikado FM

Radio Chaîne 2





Radio Liberté

Radio Chaîne 2



*Radio Kledu**Radio Guintan*



Notre invitée



Zeinab Badawi à Harare, capitale du Zimbabwe, lors du tournage de l'« Histoire de l'Afrique », série télévisée diffusée sur la BBC en juillet et août 2017. Elle s'entretient avec le sculpteur Alan Adam, dont le travail a illustré dans la série la tradition de la métallurgie du fer en Afrique ancienne.

© Kush Communications



“**Mon** identité à trait d’union est une chance” **Zeinab Badawi**

Propos recueillis par Jasmina Šopova

C’est le projet le plus important de sa carrière, dit-elle. La journaliste soudano-britannique Zeinab Badawi, figure phare du petit écran, qui a adapté récemment *l’Histoire générale de l’Afrique* de l’UNESCO en une série de neuf épisodes pour la BBC, a mis ce trésor à la portée de milliers de téléspectateurs. Une entreprise pionnière qui passe en revue toute l’histoire de l’Afrique, de la préhistoire à l’époque moderne, avec la volonté de s’adresser d’abord aux jeunes et aux Africains. Évoquant les conditions de sa réalisation, Zeinab Badawi aborde aussi la question des inégalités sexuelles tenaces au sein des médias, et la difficulté pour les femmes de métier de concilier vie familiale et professionnelle.

Votre documentaire sur l’histoire de l’Afrique a été programmé sur la chaîne BBC World News en juillet et août 2017. Qu’est-ce qui vous a inspiré l’idée de cette série ?

L’Afrique a une histoire longue, riche et complexe. Mais elle est négligée et ignorée, et l’on nous en présente souvent une image faussée et partielle. Cela m’a toujours scandalisée. Alors, lorsque j’ai découvert, il y a quelques années, *l’Histoire générale de l’Afrique* (HGA) publiée par l’UNESCO, j’ai littéralement exulté. Des milliers et des milliers de pages retraçant l’histoire du continent africain, du début de notre ère à l’époque moderne, rédigées d’abord et avant tout par des chercheurs africains... Pourtant, je n’en avais que très vaguement entendu parler jusque-là.

Je me suis dit : *l’Histoire générale de l’Afrique* est sans doute l’un des secrets de l’UNESCO les mieux gardés ! C’est ainsi que le projet est né.

Je travaille dans les médias depuis plus de vingt-cinq ans et j’ai monté toutes sortes de projets, mais je peux dire en toute honnêteté, la main sur le cœur, que celui-ci est de loin le plus passionnant, le plus intéressant et le plus important de tous.

C’est une entreprise patrimoniale exceptionnelle, parce que jamais encore, dans l’histoire de la télévision, on ne s’était intéressé de façon systématique à l’histoire de l’Afrique depuis la préhistoire jusqu’aux temps modernes. De plus, j’ai essayé de – et réussi à, je l’espère – raconter tout cela de façon convaincante, en ciblant en particulier les Africains et notamment les jeunes. J’espère réellement que lorsqu’ils l’auront vue, ils comprendront à quel point leur continent est merveilleux, quelle que soit la région d’où ils viennent.

Comment projetez-vous de rendre la série accessible au plus grand nombre ? Est-elle disponible sur le web ?

Dès que nous aurons réussi à traduire et sous-titrer en plusieurs langues l’ensemble des épisodes, la série sera mise à la disposition de toutes les chaînes de télévisions publiques en Afrique et dans les Caraïbes, ainsi qu’au Brésil. C’est une démarche coûteuse qui exige aussi du temps. Actuellement, la série n’est pas disponible sur le web, mais elle le sera peut-être un jour. Elle sera rediffusée au cours de 2018, sur *BBC World News*. Nous réfléchissons aussi à d’autres modes de diffusion.

L’Histoire générale de l’Afrique est un ouvrage scientifique. Comment l’avez-vous adaptée pour le grand public ?

Je suis une femme du petit écran. J’ai travaillé très longtemps pour la télévision, et j’ai tenu à ce que la série soit basée sur des connaissances scientifiques solides, ce qui est le cas. Mais il fallait aussi la rendre visuellement attrayante. Il ne s’agit pas d’un cours d’histoire illustré : il était important pour moi que les jeunes aient envie de la voir. Je ne vois pas l’intérêt de faire des émissions savantes, si personne ne les regarde.

Je me suis efforcée de rendre la série amusante, accessible, vivante. Par exemple, pour parler du commerce transsaharien, je suis allée chercher un marché aux chameaux, je suis montée sur un chameau, je suis tombée du chameau... Eh oui, c’est la vie. Quand je pense que mon arrière-grand-père était marchand de chameaux... J’en rougis !

L’essentiel, pour moi, était de raconter une histoire « en chair et en os », et non en « pierres et en ossements ».



“ L’essentiel, pour moi, était de raconter une histoire *en chair et en os*, et non *en pierres et en ossements* ”

Bien sûr, lorsque c’est pertinent, nous montrons des monuments dans le documentaire. Mais nous voulions avant tout raconter l’histoire des populations. Partout où nous sommes allés, j’ai cherché les traces des grands hommes cités dans l’HGA pour en faire des personnages du film, qu’il s’agisse du négus aksoumite Ashama ou de Juba II, le souverain berbère qui épousa la fille de Marc Antoine et de Cléopâtre, ou encore de Piyyé, le roi soudanais de Kouch, qui régna sur l’Égypte au VIII^e siècle avant notre ère. C’est mon approche : toujours commencer par un récit qui donne leur place aux gens.

Quelle part les communautés locales ont-elles prises dans le projet ?

J’ai fait appel dans chaque pays à des équipes de tournage locales. Le travail a été très pénible, ils en sont sortis épuisés, et en même temps reconnaissants, parce qu’ils ont assisté aux entretiens, découvert les sites, et appris à mieux connaître leurs pays respectifs. À la fin, certains m’ont dit : « *Je n’imaginais pas qu’il y avait tout ça dans mon pays !* »

Quelles difficultés avez-vous rencontrées pendant le tournage ?

L’une d’elles a été d’obtenir les images d’archives des chaînes de télévision nationales. Au début, tout le monde s’enthousiasme... mais, à la fin, vous ne recevez rien ! Il y avait aussi la barrière linguistique. Je travaille en anglais, mais la plupart des peuples d’Afrique de l’Ouest sont francophones. En Afrique du Nord, c’est l’arabe qui domine. Heureusement, je parle mieux l’arabe que le français.

Mais je dirais que le plus gros problème a été le manque de femmes à interviewer. La grande majorité des spécialistes sont des hommes. Chaque fois que c’était possible, j’ai donc essayé de recueillir des témoignages de femmes, de façon à équilibrer les points de vue.

Justement, comment voyez-vous le rôle des femmes dans le paysage médiatique actuel ?

C’est une question qu’il faut aborder à plusieurs niveaux : la présence des femmes à l’écran (dans des rôles comme le mien, par exemple) ; le fait que l’on interviewe des femmes, et pas seulement des hommes, pour recueillir des avis d’experts ; les postes clés qu’elles occupent, hors image ; et la façon dont les questions de genre sont traitées dans les médias.

Sur la présence des femmes dans les médias et sur les écrans, je constate clairement des améliorations. Mais les rôles principaux restent majoritairement occupés par des hommes.

Partout dans le monde, y compris au Royaume-Uni, il y a moins de femmes que d’hommes professeurs des universités. Autrement dit, quand vous voulez le point de vue d’un expert, vous avez de fortes chances de tomber sur un homme.

Pour ce qui est des postes de pouvoir, dans tous les pays, que ce soit en Occident, en Afrique ou en Asie, le tableau n’est pas particulièrement reluisant. Les grands médias occidentaux restent sous le contrôle des hommes. La BBC, certainement. Vous y trouvez des femmes à des niveaux intermédiaires et inférieurs de direction, mais ce sont les hommes qui tiennent le haut de la hiérarchie.

Quant à la façon dont les thématiques du genre sont abordées, eh bien, il n’est pas rare qu’elle soit superficielle, en particulier dans les pays où les préjugés sont profondément enracinés.

Vous avez animé le Forum des dirigeants à l’UNESCO en 2011, et vous avez dit à cette occasion que l’éducation des filles était chez vous « une affaire de famille ». Pour quelle raison ?

Dans un sens, elle l’est, oui. Je pensais à mon arrière-grand-père Cheikh Babiker, qui a été un pionnier de l’éducation des filles au Soudan au tournant du XX^e siècle, sous la domination britannique. À l’époque, on n’envoyait pas les filles à l’école.

Mon arrière-grand-père a décidé de changer cette situation, et il a commencé par ses filles. Malgré l’hostilité des autorités britanniques et de la communauté soudanaise, il a créé une école pour ses enfants dans sa propre maison.

Il faut dire qu’il en a eu un certain nombre. C’est même un sujet de plaisanterie dans la famille : on a l’habitude de dire qu’il était un défenseur si ardent des femmes qu’il en a épousé quatre !

Plus sérieusement, c’était en effet un grand visionnaire. Il a montré l’exemple en veillant à ce que ses filles fassent des études, et celles-ci ont créé d’autres écoles à leur tour. J’ai grandi auprès de tantes, qui ont quatre-vingt ans maintenant, avec des titres de docteur obtenus dans des universités occidentales. Un de mes oncles est le président de l’Université féminine Al-Ahfad de Khartoum, où viennent étudier des jeunes filles du Soudan, mais aussi d’autres régions d’Afrique et du monde arabe.

Alors, quand j’entends dire que les jeunes musulmanes ne peuvent pas faire d’études parce que c’est contraire aux valeurs de l’islam, je reste pantoise !

Vous avez un métier très prenant. Comment conciliez-vous travail et vie de famille ?

Il est difficile pour les femmes de poursuivre une carrière lorsqu’elles ont des enfants. Nous sommes les génitrices, et quelle que soit notre profession, les interruptions sont inévitables. Nous sommes donc amenées à faire des choix. Et si jamais on décide d’interrompre plus longtemps sa carrière – pendant trois, quatre, cinq, dix ans – pour s’occuper de ses enfants, on en paie les conséquences. Parfois, on n’est plus dans le coup et on doit recommencer à zéro, alors que, pendant ce temps, les autres ont continué de grimper les échelons.



© Kush Communications

Scène de tournage de
l'« Histoire de l'Afrique » au Soudan.

C'est ce qui vous est arrivé ?

Probablement. J'ai eu la chance de travailler en studio, mais j'ai quand même dû m'arrêter à plusieurs reprises, car j'ai eu quatre enfants. C'est beaucoup ! Sans enfant, j'aurais sans doute gagné deux ou trois années de carrière en plus, qui sait.

Vous dites souvent que vous avez une identité « à trait d'union ». Qu'entendez-vous par là ?

Aujourd'hui, tous les Européens sont le fruit d'un mélange, mais quand vous avez une couleur distinctive, votre identité multiple se voit davantage. Je suis née au Soudan et je suis arrivée au Royaume-Uni à l'âge de deux ans. À l'époque, il y avait moins d'Africains et d'Asiatiques en Europe. Ils sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui. Cela pose beaucoup moins de problèmes qu'autrefois.

Je suis issue d'une famille musulmane, sans aucun doute, mais les musulmans font partie du paysage européen.

C'est pourquoi j'aimerais que lorsqu'on parle des musulmans d'Europe, on dise « les Britanniques musulmans », par exemple, et non les « musulmans britanniques » : je changerais la place de l'adjectif, comme les Américains le font. La différence peut sembler minime, mais elle est parlante. Elle est même assez profonde et peut changer les mentalités.

Cette identité « à trait d'union » est une chance, qui me permet de vivre à la fois une culture non occidentale et une culture européenne. Je n'y vois pas de conflit inhérent. J'ai juste le sentiment d'avoir le meilleur de deux mondes !

Née au Soudan, **Zeinab Badawi** vit à Londres depuis l'âge de deux ans. Journaliste de télévision de renom, elle est diplômée d'Oxford et de l'Université de Londres, qui lui a décerné en 2011 un doctorat honorifique de la *School of Oriental and African Studies* (SOAS), pour services rendus au journalisme international. Zeinab Badawi a une longue expérience de la télévision et de la radio, où elle a animé de nombreuses émissions. Elle est surtout connue comme présentatrice de *Hard Talk* sur la BBC, série d'entretiens en face-à-face avec des personnalités mondiales de premier plan. Elle présente également deux émissions de débat, *Global Questions* et *World Debates*, pour *BBC World News*, diffusées par la BBC sur ses chaînes radio et télévision.

Elle est actuellement présidente de la *Royal African Society*, marraine de BBC Media Action (l'œuvre caritative de la BBC), vice-présidente de l'Association du Royaume-Uni pour les Nations Unies, et membre du conseil d'administration de la Fondation de l'Union africaine. Elle participe également au réseau des *Global Agenda Councils* du Forum économique mondial.

À travers sa société de production, **Kush Communications**, Zeinab Badawi a produit et présenté de nombreuses émissions, dont cette série télévisée cruciale consacrée à l'histoire de l'Afrique, en partenariat avec l'UNESCO.



Dessin de *Coline Robin* qui a servi de visuel à la European Action Week Against Racism 2017, organisée à l'occasion de la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale*, 21 mars, par *UNITED*, réseau européen de lutte contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et pour le soutien des migrants, réfugiés et minorités.

© Coline Robin



“ L'UNESCO, une intelligence collective en action ”

Audrey Azoulay

Audrey Azoulay (France) a été nommée Directrice générale de l'UNESCO le 10 novembre 2017. Ancienne ministre française de la Culture et de la Communication, elle est la deuxième femme à occuper ce poste et la onzième personnalité à diriger l'Organisation. Activement engagée, tout au long de sa carrière, en faveur de la diversité culturelle, elle compte poursuivre cet engagement à la direction de l'UNESCO, une UNESCO moderne qui contribue à façonner le monde de demain.



© UNESCO / Christelle Alix

Audrey Azoulay lors de la cérémonie d'investiture, le 13 novembre 2017.

« Mon ambition est que l'UNESCO pèse pour dessiner un visage humain à la mondialisation », a déclaré Audrey Azoulay, à l'occasion de son installation dans les fonctions de Directrice générale, le 13 novembre 2017. Elle voit dans l'UNESCO à la fois une force productrice de normes qui font progresser la société, une agence d'experts qui participe à diffuser le savoir auprès du plus grand nombre, et un forum où se pense le monde de demain.

Pour penser le monde de demain, nous avons besoin d'unité, estime-t-elle, et pour reconstruire cette unité, il est nécessaire de s'appuyer sur des valeurs universelles de paix par l'éducation, la culture, les sciences et les libertés, et d'inscrire notre action dans la durée. « Par ses missions, par sa voix, par ses actions concrètes, l'UNESCO est en prise directe avec le devenir de l'humanité dans le temps long », a-t-elle précisé, en insistant sur la priorité essentielle donnée à l'Afrique et aux femmes. À l'Afrique, parce que ce continent « cristallise les défis et les solutions de notre avenir commun ». Aux femmes, parce qu'il faut « restituer la place qui leur revient comme actrices de leur propre destinée et force de progrès de nos sociétés ».

Audrey Azoulay a également insisté sur le rôle particulier de l'UNESCO consistant à orchestrer la coopération internationale et à conjuguer le normatif et l'opérationnel avec la plus grande efficacité possible. « Cela suppose que nous poursuivions notre réflexion, en entretenant le lien fondamental qui nous relie aux cercles intellectuels, notamment dans tous les domaines scientifiques qui étudient sans relâche la complexité de l'époque actuelle », a-t-elle déclaré. L'un des chantiers majeurs de notre siècle dont l'UNESCO devrait être le maître d'œuvre car il traverse chacun des piliers de son mandat est, selon la Directrice générale, « celui de la réconciliation entre la révolution numérique et scientifique sans précédent que nous vivons et les valeurs humanistes que nous portons ».

En s'appuyant sur les compétences manifestes de l'UNESCO qui lui permettent de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 de l'ONU et à l'application de l'accord de Paris sur le climat, elle a insisté sur la nécessité de multiplier les alliances avec les institutions du système des Nations Unies, les États membres, les organisations régionales, les villes et la société civile.

Convaincue qu'aucun des grands défis du monde actuel ne peut être résolu par un pays seul et sans s'appuyer sur les piliers fondamentaux que sont les sciences, l'éducation et la culture, Audrey Azoulay estime que l'UNESCO doit participer pleinement à un ordre mondial fondé sur le multilatéralisme et les valeurs humanistes : « La promesse de l'UNESCO et ce que nous devons au monde, c'est d'œuvrer dans ce cadre multilatéral en agissant sur les causes profondes de notre destin collectif », a-t-elle dit.

Face aux multiples défis communs auxquels nous sommes tous confrontés, un monde sans intelligence collective serait impuissant, estime Audrey Azoulay, pour qui l'UNESCO représente « l'intelligence collective en action ».

Vingt ans de partenariat

Trois questions à Jean-Paul Agon

© L'Oréal Corporate Foundation



Jean-Paul Agon,
président-directeur général de L'Oréal.

Alors que nous célébrons le 20e anniversaire du programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, comment définiriez-vous le partenariat entre L'Oréal et l'UNESCO ?

Le partenariat avec l'UNESCO est unique pour L'Oréal. En 1998, lorsque nous avons initié le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, notre ambition était de valoriser les femmes de science, en lançant un prix scientifique d'excellence réservé aux talents féminins. Pour ce faire, nous étions à la recherche d'un partenaire qui partage cette vision ambitieuse d'une science, et donc d'une société, davantage inclusives. Le partenariat avec l'UNESCO s'est imposé comme une évidence, car nous défendons les mêmes valeurs humanistes et universelles. Après vingt ans de collaboration, notre programme a pris une magnifique envergure : non seulement nous remettons chaque année un prix à cinq éminentes scientifiques, représentant chacune l'un des cinq continents, mais nous donnons également des bourses à de jeunes chercheuses dans 115 pays. En vingt ans, nous avons ainsi accompagné ensemble plus de 2 700 femmes. L'UNESCO est un partenaire précieux pour l'internationalisation du programme.

Et la Fondation L'Oréal met au service de cette grande cause ses compétences et son savoir-faire pour accompagner et soutenir les chercheuses à chaque étape de leur carrière, les faire connaître du grand public et valoriser l'importance d'une meilleure représentation des femmes dans les métiers scientifiques pour résoudre les grands défis de notre temps.

Pourquoi la cause des femmes de science est-elle importante ?

Le monde n'a jamais été aussi changeant et incertain. Nous sommes en train de vivre une véritable révolution technologique, sociale et environnementale, et nous sommes confrontés à des défis sans précédent. Comment pourrions-nous nous priver de la contribution scientifique de la moitié des talents du monde ? Comment pourrions-nous façonner un monde inclusif sans les femmes ? Pour répondre à ces enjeux et à l'extraordinaire complexité de notre époque, nous avons besoin de tous les talents disponibles, et bien sûr des femmes ! Or ces dernières sont encore trop peu représentées dans le domaine scientifique, où le plafond de verre reste une triste réalité.

Près de 30 % seulement des chercheurs sont... des chercheuses, et 3 % des prix Nobel scientifiques ont été attribués à des femmes depuis leur création – aucun pour l'année 2017. Chez L'Oréal, au sein de notre entreprise comme à la Fondation, nous pensons impossible un monde sans la contribution des femmes.

Comment le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science peut-il aller encore plus loin pour la cause des femmes de science ?

Depuis vingt ans, le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science s'appuie sur la reconnaissance et la valorisation des femmes de science, afin de démontrer par l'exemple que celles-ci ont toute leur place dans les institutions scientifiques. Cela est particulièrement important. La valorisation des femmes dont les carrières peuvent être un exemple pour autrui (les Américains nomment cela les *role models*) est fondamentale pour encourager et accompagner notamment les jeunes femmes vers les métiers scientifiques. Mais quand nous regardons les chiffres, il est évident que cela ne suffit pas. Sur les dix dernières années, la part des femmes dans la recherche a certes progressé d'environ 12 %. Elles sont de plus en plus nombreuses à s'engager dans une carrière scientifique et représentent environ la moitié des effectifs lors des premières années universitaires. Mais elles restent encore en grande partie exclues des plus hautes fonctions : 11 % seulement des postes académiques à responsabilité leur reviennent, comme l'indique le *Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030*, publié en 2015. Si notre programme a incontestablement contribué à sensibiliser et à mobiliser la communauté scientifique, il nous faut bien sûr aller plus loin. Nous devons davantage travailler avec l'écosystème entier, c'est-à-dire avec les institutions et les pouvoirs publics, mais aussi... avec les hommes. Le grand mérite du programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science est qu'il est loin d'être seulement une cause de femmes défendue par des femmes : il consiste aussi à permettre aux femmes de contribuer à façonner un monde inclusif, condition pour des sociétés justes et équilibrées pour toutes et tous, capables de répondre aux enjeux du monde actuel.



“La recherche, c'est comme l'ascension du mont Everest”

Ada E. Yonath



© Micheline Pelletier / L'Oréal FWIS

*La professeure Ada E. Yonath
lors d'une expérience
de cristallisation.*

Propos recueillis par Cathy Nolan

La cristallographe Ada E. Yonath, lauréate 2008 du Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, a reçu en 2009 le Prix Nobel de chimie pour ses découvertes pionnières sur la structure et la fonction des ribosomes, ces synthétiseurs des protéines de nos cellules. Ses recherches ont aussi révolutionné notre compréhension du mode d'action des antibiotiques. Dans cet entretien informel, Ada Yonath se confie sur sa vie et évoque deux de ses missions favorites : transmettre aux jeunes la joie de la recherche scientifique, et encourager les laboratoires pharmaceutiques à développer de meilleurs antibiotiques.

Avec cet entretien, le *Courrier* s'associe à la célébration de la Journée internationale des femmes et des filles en science, le 11 février.

Quand vous est venu votre goût pour la science ?

J'ai toujours été curieuse. Je voulais savoir comment fonctionne le monde. J'ai fait une de mes premières expériences scientifiques à l'âge de cinq ans, qui s'est terminée par un accident. Je voulais mesurer la hauteur sous plafond de notre maison. Nous vivions alors à Jérusalem dans un appartement de quatre pièces partagé par trois familles. Nous étions très pauvres. Je suis allée sur le balcon, j'ai empilé des meubles, une table, des chaises, sans pouvoir atteindre le plafond. J'ai voulu escalader la pile, mais je suis tombée dans la cour et je me suis cassé le bras. Cela ne m'a pas découragée pour autant, et ma curiosité scientifique est restée intacte.

Vous dites que vos parents vous ont toujours encouragée à étudier, mais que les premières années ont été difficiles...

Apprendre ne m'a jamais posé de problème, ni à l'école ni à la maison. Les difficultés sont plutôt venues de notre situation économique. Il faut dire que j'ai un secret : mon excellente mémoire... du moins à l'époque. J'étais très bonne élève, mais l'école, il fallait pouvoir y rester ! Mon père avait une petite épicerie. Il est mort quand j'avais onze ans. J'avais une sœur encore très jeune. Nous avions très peu d'argent pour vivre, il a donc fallu que je travaille. J'ai tout fait : passer le balai, faire la vaisselle, donner des cours particuliers, garder les enfants... Au lycée, il y avait un laboratoire de chimie que j'étais chargée de nettoyer. J'en ai profité pour réaliser mes propres expériences ! Je me levais à 5 h 30 du matin et, à 6 h, je donnais mon premier cours particulier – de mathématiques et de chimie. Mes journées étaient longues et mes nuits très courtes, mais cela ne me gênait pas.

Pensez-vous que ces épreuves vous ont rendue plus combative ?

C'est possible. On m'a traitée de folle pendant des années, parce que je me lançais dans des recherches que d'autres jugeaient impossibles, mais je ne me laissais pas faire. Ce qui comptait pour moi, c'était de voir nos travaux progresser, même à tout petits pas, non de convaincre des scientifiques persuadés que nous n'avions « aucune chance ». Pour moi, la vie de chercheur, c'était du luxe. Je pouvais poser les questions qui m'intéressaient, telle que : « comment les protéines sont-elles produites dans les cellules ? », et pour ça, je recevais un salaire : la belle vie !

Que dites-vous aujourd'hui aux jeunes qui se détournent des études scientifiques ?

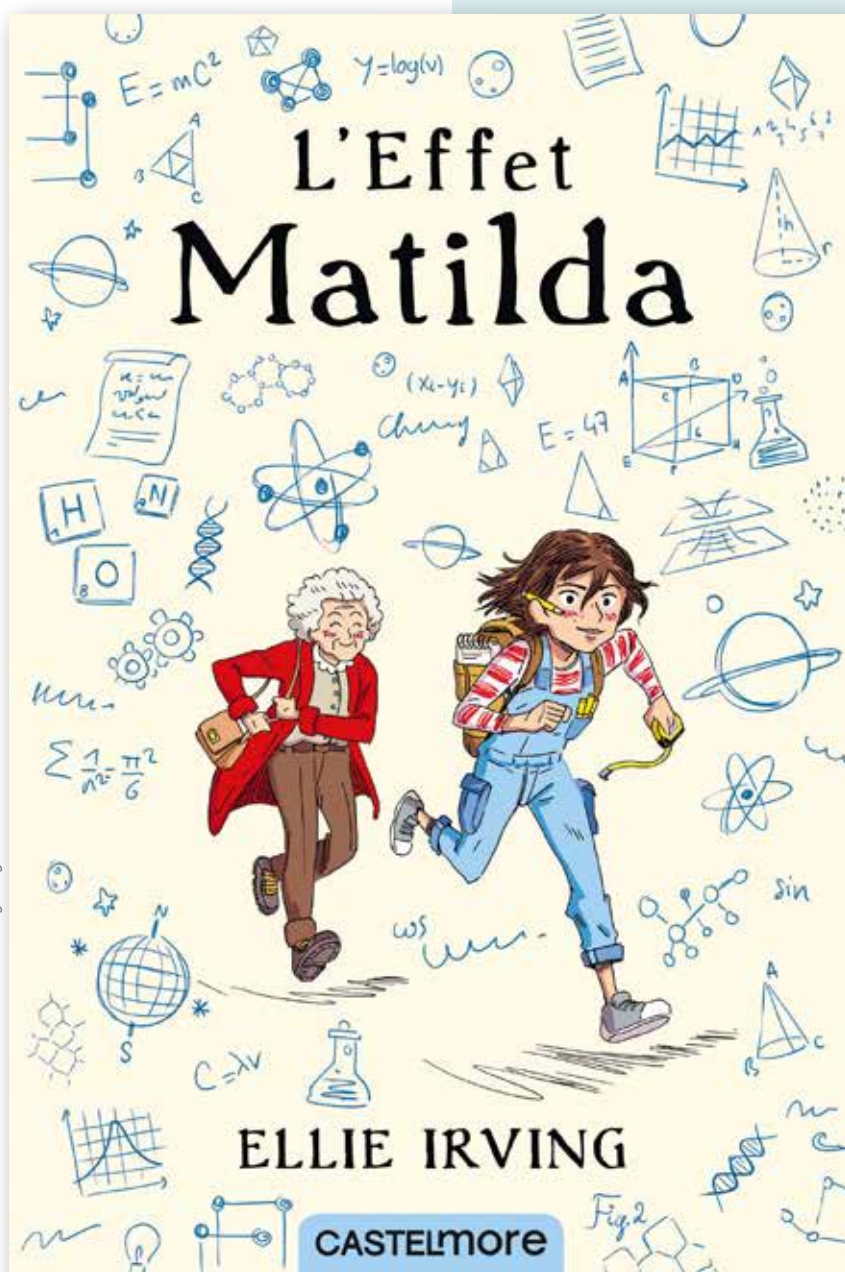
Chaque fois que j'en ai le temps, je vais voir les élèves de secondaire, en Israël et partout dans le monde, Espagne, Australie, Inde, Japon... Je leur parle de l'émotion que j'ai ressentie le jour où j'ai vu pour la première fois la structure d'un ribosome ! Je leur dis que c'est une joie d'être chercheur. Que c'est très amusant. Vous posez une question qui vous passionne et vous cherchez à y répondre – c'est la meilleure façon de travailler. Si vous convainquez les organismes de financement que cette question est importante, ils vous paient pour que vous trouviez la réponse. Je compare souvent le défi de la recherche à l'ascension de l'Everest. L'arrivée au sommet est extraordinaire, mais l'escalade est aussi une sacrée aventure.

Lorsque j'ai découvert le fonctionnement du ribosome, j'ai sauté de joie. Plus encore qu'en recevant le prix Nobel ! Et j'ai été contente que ceux qui me traitaient de folle, d'idiote ou de rêveuse se rangent de mon côté, parce que je suis un être humain et que c'est agréable d'être reconnu.

Votre vie a-t-elle été changée par l'attribution du prix Nobel ?

Je peux désormais m'occuper des jeunes. Avant le Nobel, un sondage dans les rues de Tel Aviv avait révélé que très peu souhaitaient s'engager dans la carrière scientifique. Or, dès le lendemain de la cérémonie, nouveau sondage, et leur nombre avait augmenté de 40 % ! Si seulement 10 % de ces jeunes choisissaient réellement d'étudier les sciences, j'aurais l'impression d'avoir été utile.

« L'effet Matilda » désigne le déni systématique de la contribution des femmes scientifiques à la recherche. Couverture du livre portant le même titre, de la romancière britannique Ellie Irving.



© Castelmor / Illustration de Romain Ronzeau / design original de Matt Jones



Les femmes toujours minoritaires dans le domaine scientifique

Le fait d'être une femme a-t-il compliqué votre carrière ?

Je n'ai jamais été un homme, je ne peux donc pas comparer. Mais je peux quand même dire que pendant toute ma carrière scientifique, je ne me suis jamais sentie discriminée en tant que femme.

Quatre femmes seulement ont reçu le prix Nobel de chimie jusqu'à présent. Pourquoi, selon vous ?

Il y a beaucoup plus de femmes en physiologie et en médecine, et je ne pense pas que les membres du Comité Nobel soient sexistes : ils ont couronné deux fois Marie Curie.

S'il y a moins de femmes scientifiques, c'est que la société ne les encourage pas dans cette voie, y compris dans les sociétés dites ouvertes et libérales. Des remarques comme : « *Ne fais pas trop d'études, tu ne trouveras pas de mari* », ou « *ne choisis pas une carrière aussi prenante, tu n'auras pas de vie de famille* », s'entendent trop souvent. Ces formules apparaissent explicitement dans certaines sociétés, mais de façon plus insidieuse dans d'autres. Il en va de même en politique, dans les carrières artistiques, et dans toute profession exigeante. Et plus encore en science, parce que cela pourrait impliquer que les femmes sont plus intelligentes que les hommes.

Dans les filières scientifiques des universités, hommes et femmes sont au départ également répartis sur le plan numérique. Mais ensuite ? Certaines filles sont sans doute meilleures, mais vont souvent travailler dans le laboratoire de quelqu'un d'autre, parce qu'elles veulent moins de pression dans le travail, et sont donc moins incitées à prendre les rênes, ou qu'elles préfèrent consacrer plus de temps à leur famille.

Comment changer la mentalité des femmes ?

Il n'y a pas que les femmes. C'est la société tout entière qui doit évoluer. L'éducation nous y aidera. C'est difficile, et cela ne se fera pas en un jour. Lorsque je prends la parole dans les écoles, même si cela ne décide pas les jeunes que j'ai en face de moi à embrasser la carrière scientifique, cela les incitera peut-être à voir les choses autrement pour la génération suivante.

« L'égalité des sexes favorisera l'émergence de nouvelles solutions et permettra d'élargir le champ de la recherche ; elle doit être considérée comme une priorité par tous les acteurs si la communauté internationale souhaite véritablement atteindre les prochains objectifs de développement », lit-on dans le Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030. Un résumé de la situation.

Alors que les pays font face à la nécessité de créer un réservoir de scientifiques ou de chercheurs à la hauteur de leurs ambitions de développement, ils révisent leur attitude en matière d'égalité des genres. Dans certains États arabes, les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes dans les départements universitaires de sciences exactes et naturelles, de médecine et d'agriculture (chapitre 17 du Rapport). L'Arabie saoudite prévoit de créer 500 centres de formation professionnelle, dont la moitié se consacrera à former de jeunes adolescentes, afin de réduire sa dépendance à l'égard des travailleurs étrangers (chapitre 17). Environ 37 % des chercheurs dans le monde arabe sont des femmes, soit plus que dans l'Union européenne (33 %).

Dans l'ensemble, les femmes sont minoritaires dans le monde de la recherche. En outre, elles ont généralement un accès plus limité aux financements que les hommes et sont moins représentées dans les universités prestigieuses et parmi les enseignants de haut rang, ce qui constitue pour elles un obstacle supplémentaire à la publication dans des revues à fort impact (chapitre 3). Les régions présentant la plus forte proportion de chercheuses sont l'Europe du Sud-Est (49 %), les Caraïbes, l'Asie centrale et l'Amérique latine (44 %). L'Afrique subsaharienne compte 30 % de chercheuses et l'Asie du Sud 17 %. L'Asie du Sud-Est offre un tableau contrasté, les femmes représentant par exemple 52 % des chercheurs aux Philippines et en Thaïlande, mais seulement 14 % au Japon et 18 % en République de Corée (chapitre 3).

Globalement, les femmes ont atteint la parité (45 à 55 %) aux niveaux de la licence et de la maîtrise, où elles représentent 53 % des étudiants. Au niveau du doctorat, elles retombent en dessous du seuil de parité : 43 %. L'écart se creuse sur le plan de la recherche, où elles ne représentent plus que 28,4 % des chercheurs, et devient un gouffre aux plus hauts échelons de la prise de décision (chapitre 3).

Un certain nombre de pays ont adopté des politiques visant à promouvoir l'égalité des genres. Trois exemples en sont l'Allemagne, où l'accord de coalition de 2013 a institué un quota de 30 % de femmes dans les conseils d'administration des entreprises ; le Japon, où les critères de sélection des boursiers dans les principales universités tiennent désormais compte de la proportion de femmes parmi les enseignants et les chercheurs ; et la République du Congo, qui a créé en 2012 un ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement national.

Une scientifique peut avoir une existence gratifiante, dans sa vie privée et dans son laboratoire. Ma petite-fille m'a décerné le titre de « Grand-mère de l'année », c'est donc qu'on peut être bonne grand-mère et bonne scientifique ! Quand une adolescente de quinze ans entend cela, ça la marque. Et dans cinq ans, qui sait, peut-être choisira-t-elle les études scientifiques.

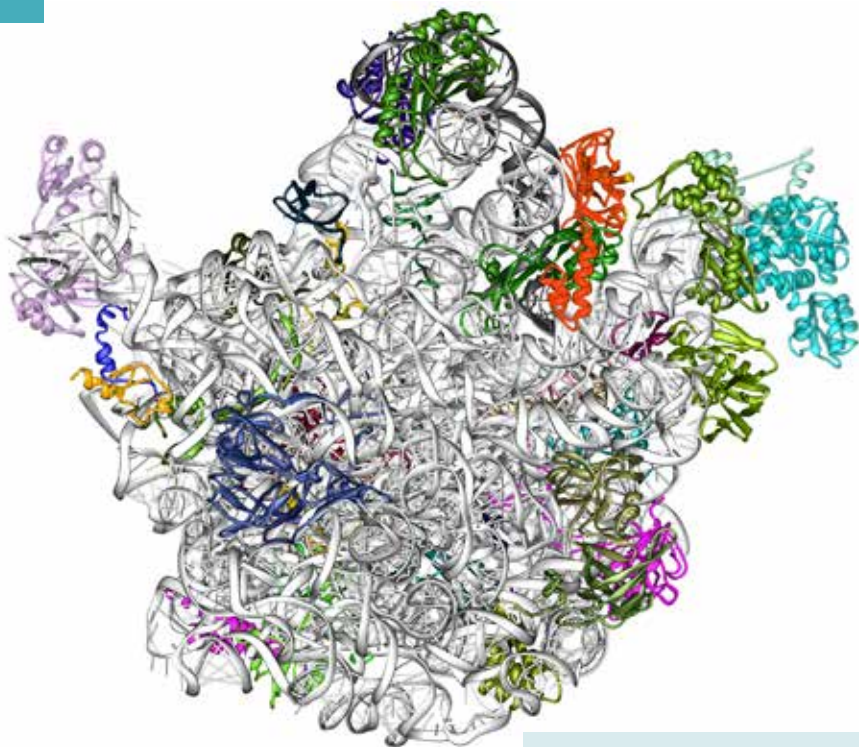
Ces choix n'obligent-ils pas à faire des sacrifices ?

Il y a des sacrifices, bien sûr : la recherche est exigeante, pour les femmes comme pour les hommes. C'est une question de priorité. Personnellement, je n'ai rien planifié, j'ai pris les choses comme elles venaient, au jour le jour. J'ai choisi la profession que j'aimais, et j'ai eu la famille que j'aimais. L'important est d'aimer.

Un exemple intéressant est celui de la cristallographe britannique Kathleen Lonsdale (1903-1971), qui a pris un congé de dix ans pour élever ses trois enfants. Pendant cette période, elle travaillait chez elle – il n'y avait évidemment ni ordinateur, ni Internet dans les années 1930 – et a pourtant réalisé des calculs mathématiques qui se sont révélés être essentiels pour la cristallographie. Elle a du reste publié trois ouvrages que nous continuons d'utiliser aujourd'hui.

Quelles sont les qualités d'un bon scientifique ?

Elles sont au nombre de trois : d'abord, la curiosité. Ensuite, la curiosité. Et enfin, la curiosité ! Il faut aussi aimer les défis, et ne pas en avoir peur. Et avoir assez d'esprit critique pour comprendre si ce que l'on fait est important, exact et original, ou pas.



Grande sous-unité ribosomique de la bactérie *Deinococcus radiodurans* en 3 D, étudiée par l'équipe d'Ada E. Yonath à l'Institut Weizmann, Tel Aviv, Israël. L'ARN ribosomique est en gris et les protéines ribosomiques, en couleurs.

© A. Yonath, Weizmann Institute of Science, Israel

Faut-il être compétitif, et l'êtes-vous ?

En science, il n'est pas nécessaire d'être « compétitif ». Par exemple, nous avons commencé à étudier la structure des ribosomes en 1980. Il nous a fallu six mois avant de détecter pour la première fois l'existence des cristaux qui les constituent. Puis encore quatre ans avant d'en déceler les premières potentialités. Deux ans plus tard, nous avons découvert que les cristaux ne résistaient pas aux rayons X (alors qu'il s'agissait de la méthode utilisée classiquement pour mesurer la diffraction). Cela nous a conduit à développer notre principale contribution aux sciences du vivant, la cryo-bio-cristallographie. Et pendant tout ce temps, nous avons publié tout ce que nous faisons.

En 1986, j'ai rencontré un scientifique qui s'était toujours moqué de moi. Il m'a dit : « Nous avons réussi à reproduire votre expérience ». Or, cela faisait déjà seize ans que nous menions ces recherches... J'ai failli lui sauter au cou ! Et je ne serais plus jamais traitée de menteuse. Pourtant, il voyait les choses autrement : « Pourquoi avoir rendu tous vos travaux publics ? Vous n'avez pas eu peur qu'on vous vole vos recherches ? » Je lui ai répondu que seul comptait le résultat, et que je donnais toujours toutes mes informations. Vous le voyez : la compétition n'est pas mon fort.

Pensez-vous que les hommes sont plus portés à la concurrence ?

Je ne sais pas, je pense que chacun est différent. En ce qui me concerne, quand je parle de relever les défis, je ne veux pas dire qu'il faut être meilleur que les autres, mais que je fais de mon mieux pour résoudre les problèmes et progresser vers les objectifs de la recherche.

C'est aussi le conseil que je donne aux enfants : ne vous comparez pas. Demandez-vous ce que vous aimez le mieux : étudier l'économie, jouer de la flûte... Faites ce qui vous passionne, et faites-le du mieux possible.

Êtes-vous inquiète de la menace que représente la résistance croissante aux antibiotiques ?

Je suis très préoccupée par ce phénomène. Si on ne prenait pas d'antibiotiques, il n'y aurait pas de résistance, mais une simple infection pourrait être fatale. Nous devons développer une nouvelle génération d'antibiotiques. C'est sur quoi nous travaillons actuellement. En étudiant la structure des ribosomes de certaines bactéries pathogènes, nous avons identifié un nouveau type de sites de fixation des antibiotiques, qui pourrait inhiber la biosynthèse des protéines dans les cellules.

Jusqu'à présent, aucun de ces sites n'est utilisé par aucun antibiotique connu. Nous pensons donc que la résistance se développera très lentement. Comme ils sont également caractéristiques des bactéries pathogènes, ils ne devraient avoir que peu ou pas d'impact sur le microbiome, comprenez, sur les « bonnes bactéries » résidant dans le corps humain. On peut aussi utiliser la chimie de ces nouveaux sites pour concevoir des antibiotiques entièrement dégradables, ce qui permettra d'éviter la charge écologique pesant sur l'environnement, causée par les noyaux non dégradables des antibiotiques actuellement disponibles. Bref, en appliquant notre approche pluridisciplinaire, nous espérons optimiser la prochaine génération d'antibiotiques afin de réduire significativement la résistance, tout en assurant une sélectivité maximale, une efficacité optimale, une toxicité minimale et une dégradabilité adéquate.

Nous avons l'espoir que, bien que les antibiotiques soient considérés comme moins rémunérateurs, les laboratoires prendront conscience du danger de la résistance et des nouvelles possibilités de la réduire considérablement.

Sur quoi travaillez-vous actuellement ?

J'essaie de réaliser deux choses : développer la prochaine génération d'antibiotiques, et comprendre les origines de la vie.

Ada Yonath (Israël) est née à Jérusalem en 1939. Elle a obtenu son doctorat à l'Institut Weizmann des sciences, dont elle dirige actuellement le Centre Helen et Milton A. Kimmelman, spécialisé dans la structure et l'assemblage biomoléculaires. Parmi les nombreuses récompenses qui lui ont été décernées, outre le prix Nobel de chimie 2009 (avec Venkatraman Ramakrishnan et Thomas A. Steitz), citons le prix Israël de chimie (en 2002), le prix Wolf (en 2007) et le prix Albert-Einstein (en 2008).



“La non-violence est le dénominateur commun de toutes mes actions Tawakkol Karman”



© Séverine Desmarest

Portrait de Tawakkol Karman en 2017, issu de l'exposition de la photographe Séverine Desmarest, « Les mains pour la paix ».

Propos recueillis par Anissa Barrak et Chen Xiaorong

Sans justice, la paix ne peut être qu'une paix précaire, une sorte de trêve temporaire, un repos du guerrier dont la suite ne sera que plus terrible, déclare Tawakkol Karman, activiste et militante yéménite, prix Nobel de la paix 2011, qui a participé à la célébration de la Journée internationale de la non-violence à l'UNESCO, le 2 octobre 2017.

Cet entretien est une contribution du *Courrier* à la Journée internationale des femmes, commémorée tous les ans le 8 mars.

Que signifie pour vous la non-violence ? Quel est selon vous l'impact de la résistance civile non-violente dans les pays subissant des conflits complexes ?

La violence politique, c'est le recours à la force pour atteindre des objectifs politiques ou religieux et changer les croyances, les opinions ou le comportement des gens dans l'espace public. Il existe un autre type de violence politique qu'il est, certes, difficile de condamner, mais que je ne préconise pas : c'est l'usage de la force comme moyen de résistance à l'occupant.

Je suis convaincue que la non-violence est un moyen plus efficace de combattre la tyrannie ou de sortir de conflits complexes. Il est toujours possible d'y recourir. Cela exige de la foi, du courage et la capacité de se sacrifier. En fin de compte, le changement est réalisé à moindre coût, ses effets sont plus profonds et plus efficaces. Ceux qui choisissent la violence pour changer les choses n'obtiennent pas toujours ce qu'ils veulent. Pour ma part, la non-violence est le dénominateur commun de toutes mes actions. Je l'ai adoptée comme discours, comme pratique et comme approche stratégique. Je ne m'en écarte jamais et je n'y vois aucune alternative.



© Murad Subay

Peinture murale réalisée lors de la Journée de l'art, organisée par Murad Subay à Sanaa, Yémen, en mars 2017.

En tant que journaliste et activiste politique, vous défendez avant tout les droits de l'homme.

Mon objectif est clair. Il s'agit de contribuer à l'instauration d'États démocratiques respectueux des libertés et des droits de l'homme. Cet objectif ne peut être atteint que par la lutte contre les violations et la tyrannie et par la construction d'États qui reposent sur la citoyenneté, l'État de droit et l'intégrité des institutions. J'agis sous diverses formes au sein de la société civile et j'utilise toutes sortes de tribunes, que ce soit dans le domaine des médias, des droits de l'homme ou de la politique...

Ce que j'essaie d'expliquer, partout où je me rends, c'est que la tyrannie prive les sociétés de développement et de paix. Les sociétés privées de libertés et de droits de l'homme vivent une paix précaire vouée à s'effondrer rapidement.

En 2005, vous avez été la cofondatrice du groupe Femmes journalistes sans chaînes, visant à promouvoir la liberté d'expression et les droits démocratiques. Quelles difficultés avez-vous rencontrées au cours de cette décennie et quel a été votre principal succès ?

Femmes journalistes sans chaînes a été fondé au Yémen pour combattre la répression qui sévissait à l'époque dans le monde de l'information – arrestations, passages à tabac et agressions diverses –, mais aussi pour défendre le droit de tout citoyen à devenir propriétaire d'un support médiatique, qu'il soit imprimé, audiovisuel ou numérique.

Nous avons déployé de grands efforts pour défendre les droits civiques et politiques des citoyens. Nous avons participé à de multiples actions pour lutter contre la corruption et l'abus de pouvoir. Nous avons organisé des *sit-in* et des manifestations pour aider les citoyens à faire face à la domination des chefs tribaux influents.



“ La paix, ce n’est pas seulement la fin de la guerre, c’est aussi la fin de l’oppression et de l’injustice ”

Quel regard portez-vous sur le Yémen d’aujourd’hui, dévasté par ce que vous avez appelé « une guerre totale » ? Qu’envisagez-vous d’entreprendre pour un meilleur avenir ?

On ne peut songer à l’avenir d’un pays que dans la mesure où la paix est restaurée. Mais la paix, ce n’est pas seulement la fin de la guerre, c’est aussi la fin de l’oppression et de l’injustice. Il ne peut y avoir de paix sans justice, car sans justice, cela ne peut être qu’une paix précaire, une sorte de trêve temporaire, un repos du guerrier dont la suite ne sera que plus terrible. Et la pire des guerres est celle que livrent les régimes tyranniques contre leurs peuples. C’est pourquoi je demeure convaincue de la nécessité de combattre les régimes qui ne respectent pas les droits et les libertés et ne sont pas capables de les garantir, au niveau des individus comme des institutions. Ils doivent être remplacés

Mon combat d’aujourd’hui, comme celui d’hier, reste la démocratie : mettre fin à la situation imposée par le coup d’État au Yémen et organiser le référendum sur le projet de Constitution, qui a déjà fait l’objet d’un consensus lors du dialogue national instauré durant la période de transition. Ensuite, des élections pourront être organisées.

Partant, lorsque la vie politique reprendra son cours normal, j’envisage de fonder un parti politique qui rassemblerait les jeunes et les femmes pour continuer à porter le projet civique prôné par la révolution. Sur le plan international, je continuerai à me battre pour la défense des droits de l’homme, la promotion de la paix et la lutte contre la tyrannie.

En octobre 2011, vous avez obtenu le prix Nobel de la paix conjointement avec Ellen Johnson Sirleaf et Leymah Gbowee. Qu’est-ce qui vous réunit ?

Les rêves que nous partageons sont l’édification d’un État civil, l’usage de la non-violence comme seul mode opératoire, la défense du droit des femmes à la participation effective aux affaires politiques. Avec Ellen Johnson Sirleaf nous avons travaillé ensemble au sein des Nations Unies sur les [Objectifs du développement durable](#). Quant à Leymah Gbowee, nous agissons ensemble pour la promotion de la paix et les droits humains, notamment dans le cadre de l’[Initiative des femmes Nobel](#) qui regroupe quatre autres lauréates, de même qu’au sein du [Forum Oslo](#) des lauréats du prix Nobel de la paix, dont l’objectif est de coordonner les actions en faveur de la paix et la lutte contre la tyrannie et la violence.

Ce fut une lutte de longue haleine, au quotidien, qui a abouti à la libération d’un grand nombre de journalistes détenus ou séquestrés et qui a contribué à rendre possible l’apparition de nombreux journaux indépendants et d’opposition, ce qui était interdit auparavant.

Avant la révolution pacifique du 11 février 2011, j’ai contribué, avec d’autres, à réduire les violations perpétrées par le régime politique en place et à créer une force de pression civile afin de préserver un minimum de droits et élever le niveau des revendications. Après cette révolution civique, le Yémen a connu une période de transition qui a permis une pleine jouissance des droits et libertés. Il n’y avait aucune restriction à la liberté d’opinion, de rassemblement, de manifestation ou à toute autre forme de droits et libertés. Tout le monde en a bénéficié, sans distinction. Il n’y a eu ni arrestations ni détentions, jusqu’au coup d’État de janvier 2015 et la guerre qui a suivi.

Le comité norvégien a déclaré qu'il espérait, entre autres, que ce prix aiderait à mettre fin à la répression des femmes, qui sévit encore dans de nombreux pays.

Quelle serait la contribution des femmes arabes à la construction de la paix ?

Malheureusement, au Moyen-Orient, les femmes ont été exposées plus qu'ailleurs à la répression. Aux violations des droits des femmes s'est ajoutée, en particulier dans les pays du Printemps arabe, la convoitise des richesses qui a mené, dans certains cas, au parrainage de coups d'État et de contre-révolutions, voire, dans d'autres, à la collaboration avec l'ennemi. Mais nous sommes déterminées à poursuivre notre combat. Les femmes arabes sont la clef de voûte de la paix durable dans leurs pays et dans la région.

Pourriez-vous résumer, en une phrase, votre philosophie de la vie ?

Je suis née au sein d'une famille dont la philosophie de la vie tient en deux mots : droiture et justice. Mon père est un homme de loi. C'est l'un des plus anciens constitutionnalistes du pays. Il est réputé pour sa lutte contre la corruption et le népotisme, et pour son intégrité dans le cadre des hautes fonctions publiques qu'il a occupées. J'ai acquis grâce à lui la culture juridique nécessaire pour faire valoir les droits et conquérir les libertés, le courage de dire la vérité et de faire face à l'oppression et à l'injustice. Il m'a appris à prendre des initiatives, à être une partie de la solution et non une partie du problème. Quant à ma mère, elle m'a appris à aimer les gens et à comprendre leurs souffrances.

Pour résumer ma philosophie, je dirais : Il est possible de lutter contre la violence et la répression sans recourir à la violence et à la répression.

Tawakkol Karman (Yémen), lauréate du prix Nobel de la paix 2011, avec Ellen Johnson Sirleaf et Leymah Gbowee, est militante féministe et l'une des figures de proue du Printemps arabe au Yémen. Pour avoir organisé des protestations pacifiques contre le président Ali Abdullah Saleh (1942-2017), elle a été arrêtée à plusieurs reprises.

La généralissime du mouvement pour la paix

Surnommée « la généralissime du mouvement pour la paix », l'Autrichienne Bertha von Suttner fonde en 1881 la Österreichischen Friedensgesellschaft (Société autrichienne pour la paix) qui a pour objectif de prévenir la guerre, d'enquêter sur ses causes, de promouvoir une façon pacifiste de penser et d'appuyer les efforts visant à établir un ordre juridique international qui permettrait de régler pacifiquement des différends internationaux.

Journaliste et activiste reconnue, elle est élue présidente honoraire du Bureau international permanent de la paix lors de sa création en 1891 à Berne (Suisse). Un an plus tard, Bertha von Suttner fonde avec son confrère et compatriote Alfred Hermann Fried, la Société allemande de la paix.

En tant que romancière, elle se fait connaître notamment avec *Bas les armes !* (1889) qui fait date dans toute l'Europe grâce à de multiples traductions, et contribue à ébranler dans une certaine mesure la mentalité militariste dominante à l'époque.

Bertha von Suttner est la première des seize femmes qui ont reçu le prix Nobel de la paix. Elle a reçu cette distinction en 1905, avant Jane Addams (1931), Emily Greene Balch (1946), Betty Williams et Mairead Corrigan (1976), Mère Teresa (1979), Alva Myrdal (1982), Aung San Suu Kyi (1991), Rigoberta Menchú Tum (1992), Jody Williams (1997), Shirin Ebadi (2003), Wangari Muta Maathai (2004), Ellen Johnson Sirleaf, Leymah Gbowee et Tawakkol Karman (2011) et Malala Yousafzai (2014).



Contribution of the Bain News Service, Publisher / US Library of Congress



Nüshu : des larmes au soleil



© Publicity Department of Jiangyong county

par Chen Xiaorong

Le *nüshu* est considéré comme l'unique écriture au monde réservée exclusivement aux femmes. Elle est née au XIX^e siècle en Chine, dans le district de Jiangyong (province du Hunan). Au fil du temps, une véritable culture *nüshu* s'est développée à partir de cette écriture qui est aujourd'hui en péril. Les autorités locales et nationales s'efforcent de la faire revivre.

Le *nüshu*, qui signifie littéralement en chinois « écriture des femmes », est reconnue comme l'unique écriture au monde qui soit inventée et utilisée par les femmes seules. Elle est apparue au sein de la population rurale dans la vallée de la rivière Xiao, qui traverse le district de Jiangyong dans la province du Hunan, et dont la culture se caractérise par le mélange d'éléments yao et han.

L'écriture *nüshu* dérive des caractères chinois, mais au lieu de revêtir une forme carrée, elle adopte des tracés filiformes et obliques sous forme de losanges. Adaptée au dialecte local (le chengguan tuhua), cette écriture est constituée de quatre éléments principaux : le point et les traits vertical, incliné et arqué.

Le premier artefact témoignant de l'existence du *nüshu* est une pièce de monnaie en bronze, découverte à Nankin, capitale de la province de Jiangsu.

He Jinghua, en train d'écrire la phrase
« Écritures mystérieuses à travers les âges »,
en caractères *nüshu*.

Elle remonte à l'époque du Royaume céleste de la Grande Paix (1851 à 1864), un royaume rebelle, connu pour avoir introduit d'importantes réformes sociales et adopté, dans une certaine mesure, des politiques en matière d'égalité des sexes. La pièce porte une inscription de huit caractères *nüshu* signifiant : « Toutes les femmes sous le ciel appartiennent à la même famille ».

Une culture ensoleillée

Le *nüshu* se transmettait principalement de mère en fille et se pratiquait entre sœurs et amies pour le plaisir. L'écriture était utilisée par les femmes de la société féodale, qui n'avaient pas accès à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les femmes utilisaient cette écriture syllabique le plus souvent pour rédiger leur autobiographie, des *sanzhaoshu* ou *Livrets du 3^e jour* (vœux adressés aux jeunes mariées trois jours après la cérémonie de mariage) et des lettres entre « sœurs jurées » (dans les cercles de brodeuses, les jeunes filles se prêtaient, deux par deux, serment de soutien mutuel), mais aussi pour transcrire des chansons folkloriques, des devinettes et des traductions de poèmes anciens chinois. On s'en servait aussi pour écrire des chansons pastorales qui louaient la moralité, la nécessité d'aider son mari et la frugalité dans la gestion des ménages. Toutes ces œuvres étaient en forme de poèmes, principalement constitués de sept caractères, et parfois de cinq.

Selon Zhao Liming, de l'Université Tsinghua de Beijing, le *nüshu* n'est pas seulement une écriture, c'est toute une culture féminine traditionnelle typiquement chinoise. C'était comme un rayon de soleil qui rendait la vie des femmes plus douce. « *Le nüshu permettait aux femmes de s'exprimer de leur propre voix et de lutter contre la domination masculine* », déclare-t-elle.

Un jour, une praticienne du *nüshu* avait dit : « *Les hommes ont leur écriture, leurs livres et leur écrits, ce sont des hommes de vertu. Nous avons notre écriture, nos livres et nos écrits, nous sommes des femmes de vertu* ».

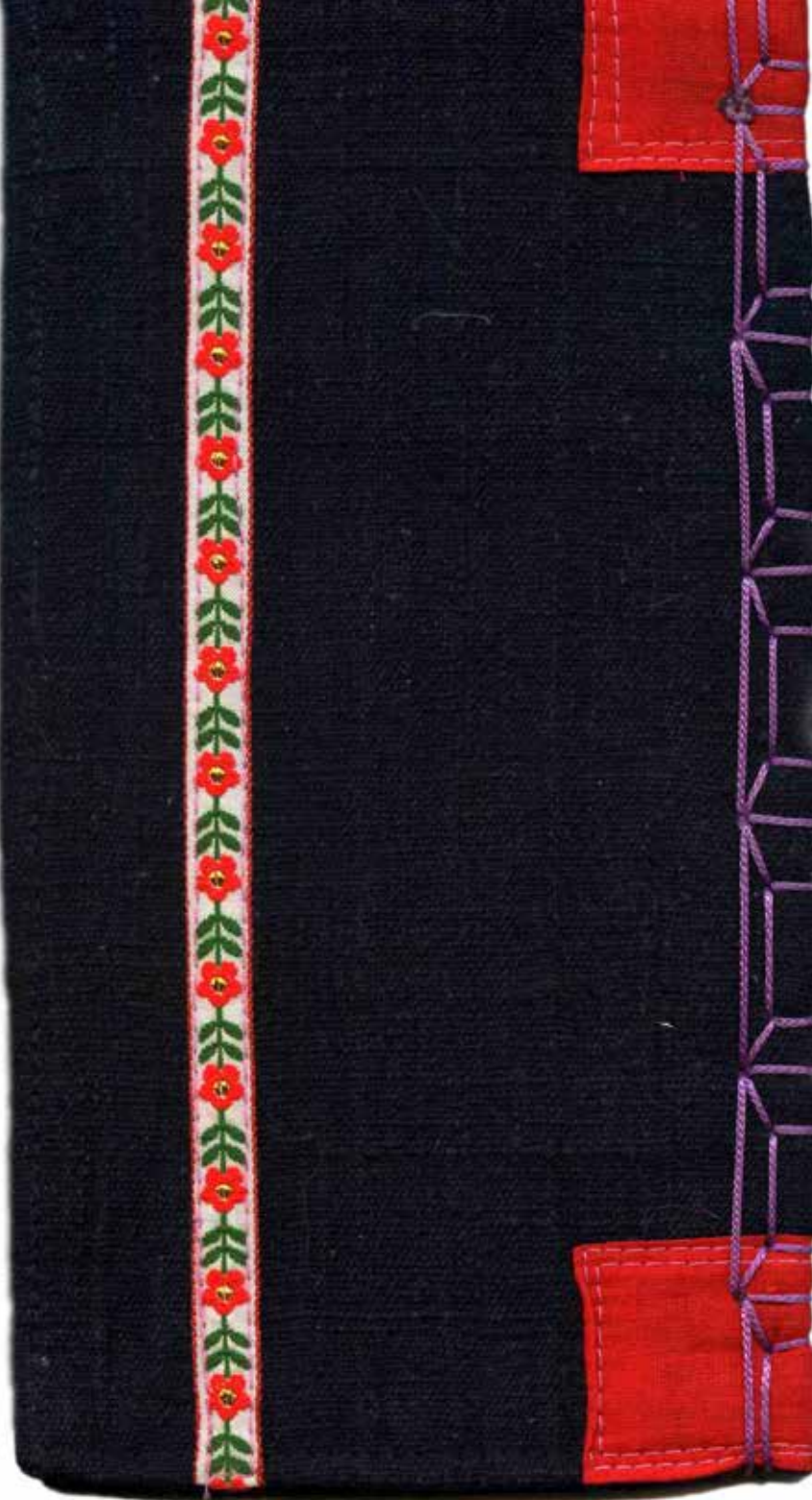
La professeure Zhao Liming explique qu'en temps ordinaire, les femmes se réunissaient pour broder et chanter des chansons écrites en *nüshu*. En effet, on trouve l'écriture *nüshu* aussi bien sur du papier et sur des éventails que brodée sur des vêtements, des mouchoirs et des ceintures. « *Chaque femme du Jiangyong écrivait sa biographie de ses propres mains* », poursuit Zhao Liming. « *Celles qui ne savaient pas écrire s'en remettaient aux autres. Après leur mort, leurs filles écrivaient les biographies de leurs mères*. »

Telle une plante frêle, le *nüshu* se fanait à la mort de son auteure. Souvent, les femmes âgées demandaient, avant de rendre leur dernier souffle, que l'on mette tel de leurs écrits dans leur cercueil ou que l'on brûle tel autre, de sorte que rares furent ceux qui passèrent à la postérité.

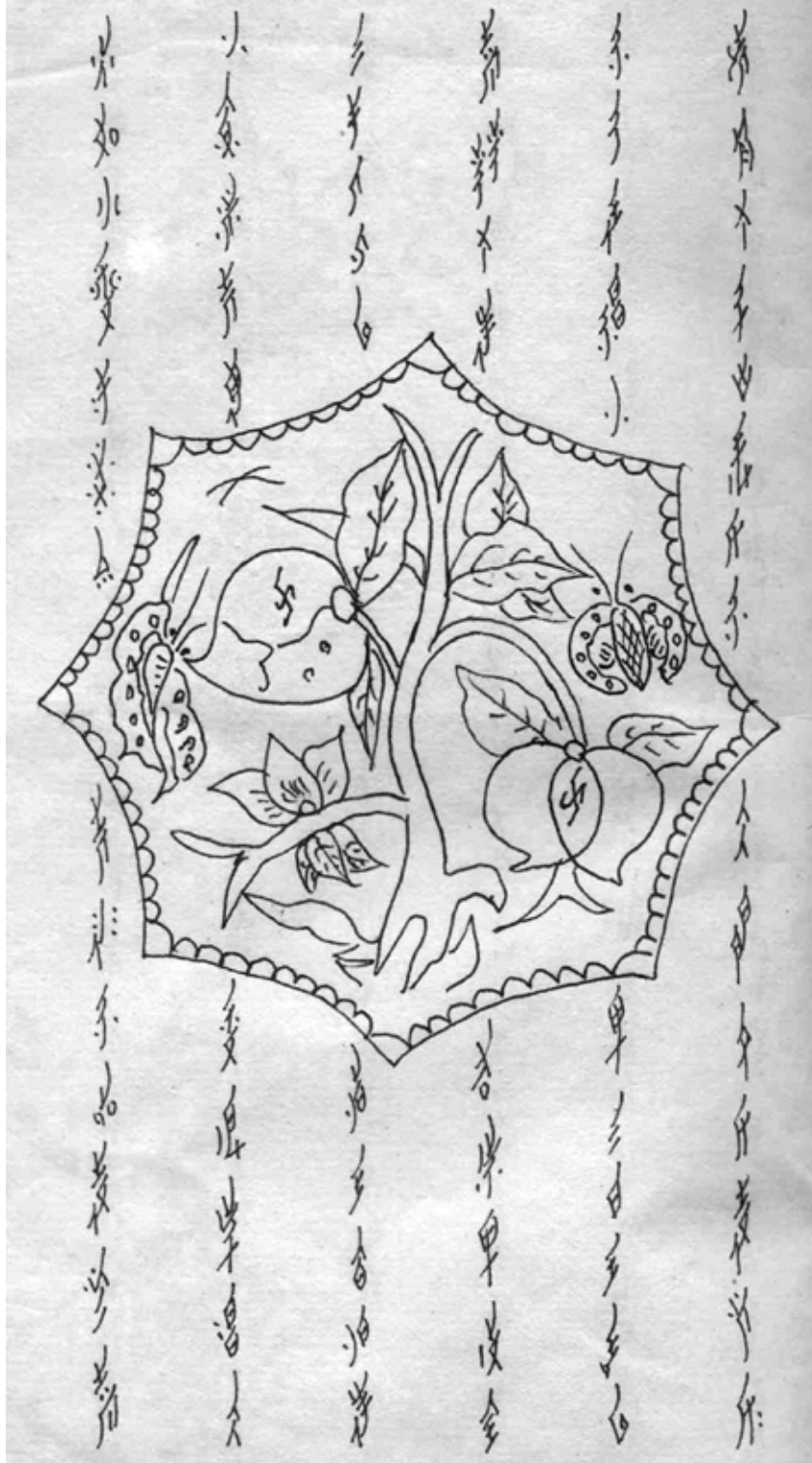
« *Le contenu des œuvres nüshu était inspiré de la vie ordinaire des femmes : mariage, famille, interactions sociales, anecdotes, chansons, énigmes. Elles constituent un corpus riche en informations sur les coutumes populaires et sont d'une grande valeur pour les travaux de recherche menés en linguistique, étymologie, archéologie, anthropologie, et dans d'autres domaines des sciences humaines et sociales* », explique la professeure Zhao Liming, qui étudie le *nüshu* depuis trente ans. Au terme de plusieurs années de recherche, son équipe de l'Université de Tsinghua a rassemblé et traduit plus de 95 % des documents *nüshu* existants.

Publiée en 2005, sous le titre *Collection d'œuvres chinoises en nüshu*, cette compilation en cinq volumes est la plus complète jamais réalisée. Jusque-là, seul un chapitre du livre *Dix ans d'histoire de Jiangyong* (1959) avait été consacré à cette écriture, alors qu'on trouvait les premières références écrites sur le *nüshu* dans les *Notes d'enquête sur les districts de la province du Hunan* (1933).

« *En utilisant leur propre écriture pour se faire des confidences, se reconforter les unes les autres, raconter leurs malheurs ou se complimenter, les femmes ont fini par construire leur propre paradis de l'esprit* », explique Zhao Liming.



© Martine Saussure-Young (www.nushu.fr)



Couverture et page intérieure
du livret de mariage
sanzhaoshu.

« Tianguang (lumière céleste) est un mot qui revient souvent dans leurs écrits. Ce mot leur donnait du courage, les aidait à surmonter les difficultés et leur servait de guide vers une vie meilleure. D'ailleurs, aucune d'entre elles ne s'est suicidée : la lumière céleste les rendait fortes et optimistes. Même en larmes, elles aspiraient à une vie ensoleillée. »

Une écriture des larmes

« Cette écriture a aidé les femmes de Jiangyong à sécher leurs larmes », explique Tan Dun, célèbre compositeur chinois et Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO. En 2008, il est retourné dans sa province natale, le Hunan, pour faire des recherches sur la culture *nüshu*.

« À l'entrée du village de Shanggangtang, j'ai vu un pont de la dynastie Song vieux de huit cents ans, dont la moitié s'était effondrée. Il m'a rappelé le *nüshu*, qui est également en péril », écrivait-il dans son journal de voyage.

Il s'est promis de faire de son mieux pour sauver cette écriture dont les caractères ressemblent à des « notes de musique qui volent au gré du vent » et dont certains évoquent dans son esprit les formes de la harpe et du pipa (luth traditionnel chinois). L'idée d'une nouvelle symphonie est née : « *Nüshu* : le chant secret des femmes ». Depuis 2013, l'Orchestre de Philadelphie (États-Unis), l'Orchestre royal du Concertgebouw (Pays-Bas) et l'Orchestre symphonique de la NHK (Japon) ont coproduit ce poème symphonique dans les salles de concert les plus prestigieuses du monde. D'une culture féminine confidentielle, le *nüshu* devient une « culture qui appartient au monde », nous a dit Tan Dun. Selon le compositeur, le succès de sa symphonie « montre le respect du monde pour l'Utopie des femmes ». Ce chef-d'œuvre contemporain en treize mouvements, qui combine des traditions musicales orientales et occidentales, reflète différents aspects de la culture *nüshu* : chants qui accompagnent la toilette de la jeune mariée ou la séparation de la fille de sa mère, d'autres qui évoquent avec tristesse un demi-siècle de vie de femme mariée ou expriment la nostalgie des amies d'enfance. L'instrument central est la harpe qui sonne, selon la formule du compositeur, comme « un récit de femme en pleurs ». Tan Dun introduit dans sa symphonie treize séquences vidéo qu'il a lui-même tournées en 2008, en Chine. C'était la première fois que quelqu'un filmait la culture traditionnelle *nüshu*.

Dans le village de Shanggangtang, il avait rencontré six femmes capables d'écrire le *nüshu*. Elles ont été désignées gardiennes de la tradition *nüshu* par le gouvernement du district. Grâce à elles, cette ancienne culture peut aujourd'hui être transmise aux nouvelles générations. « Le secret de l'immortalité réside dans l'effort de préserver les traditions culturelles en péril et de les léguer à la postérité », note Tan Dun.

Mort et renaissance

Le décès, survenu le 20 septembre 2004, de la centenaire Yang Huanyi a marqué le début d'une nouvelle époque, celle du *post-nüshu*. Elle était l'une des plus célèbres – mais aussi la dernière – écrivaine et détentrice de la culture *nüshu*.

Le danger de disparition du *nüshu* et la nécessité de sa protection ont alors suscité une attention particulière de la part des gouvernements locaux. Ainsi en 2002, le *nüshu* a été inscrit sur le Registre national du patrimoine documentaire de Chine.

À partir de 2003, des ateliers ont été organisés dans le district de Jiangyong pour former de nouvelles praticiennes du *nüshu*. En 2006, le Conseil des affaires de l'État a inscrit le *nüshu* en tant que patrimoine culturel immatériel national de la Chine.

En mai 2007, un Musée du *nüshu* a été construit sur l'île Puwei, dans le district de Jiangyong. Entourée de la rivière Xiao, plongée au milieu d'un paysage enchanteur, l'île Puwei abrite Jinmei, village natal de nombreuses auteures célèbres de *nüshu* et lieu à partir duquel l'écriture *nüshu* s'est répandue dans la région. Selon Yang Cheng, directeur du département de l'information du district, « *la culture si particulière du nüshu est la quintessence de la sagesse collective des femmes de Jiangyong. Elle reflète leur intelligence, leur estime de soi, leur courage et leur esprit créatif. C'est une fleur magnifique qui éclose dans le jardin des mille fleurs de l'humanité. La protection de cette culture locale nécessite une prise de conscience de la part des universitaires, des artistes et des autorités, mais avant tout de la part des habitants de la région* ».

Au cours des dernières années, la Chine a déployé des efforts en matière de législation et de planification dans le domaine des langues, de même qu'elle a renforcé l'informatisation et la standardisation des langues. Dans le cadre du plan du gouvernement chinois pour la protection des ressources linguistiques lancé en 2015, le district Jiangyong a été désigné comme zone-pilote d'un projet d'écologie linguistique.

Actuellement, les autorités locales chargent des professionnels du *nüshu* (chercheurs, auteures) de rédiger des manuels faciles à comprendre, qui expliquent dans quel contexte est apparue la culture *nüshu*, quelles valeurs elle véhicule, quelles sont les connaissances de base à acquérir et comment la sauvegarder et la transmettre. L'idée est de faire entrer le *nüshu* dans les programmes des cours facultatifs des écoles primaires et des lycées, afin de le promouvoir le plus largement possible.

Le *nüshu* ayant été une écriture populaire, issue d'un dialecte, et non standardisée, les écrits en *nüshu* sont fortement marqués par le style de chaque auteure, souvent haut en couleur, par son choix de mots et par sa personnalité.

C'est pourquoi la professeure Zhao Liming a dirigé des travaux de recherche consistant à extraire les caractères de base les plus fréquemment utilisés parmi les 220 000 caractères contenus dans les écrits en *nüshu*, ce qui a permis de réaliser pour la première fois la normalisation de l'écriture *nüshu*. En 2015, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a reconnu 397 caractères *nüshu*, et en mars 2017, le *nüshu* a fait son entrée dans le Jeu universel de caractères codés (JUC) : dorénavant il pourra être transmis sur des bases scientifiques.

La sauvegarde et la protection de la culture *nüshu* représentent un travail complexe, qui s'inscrit dans de gigantesques programmes d'ingénierie sociale, et le développement de l'espace culturel à l'ère de l'information contribuera à lui insuffler une nouvelle vitalité. Parmi ses nombreux adeptes, certains admirent la simplicité de son écriture et le style effilé de sa calligraphie ; d'autres explorent les possibilités de faire des affaires en créant des produits culturels innovants inspirés du *nüshu* ; d'autres, enfin, s'en servent pour promouvoir la culture traditionnelle féminine.

Scène de toilette d'une jeune mariée, extraite d'une des vidéos tournées par le compositeur Tan Dun, en 2008.



© Tan Dun



Financer la résilience naturelle : une nouvelle vague

par John H. Matthews, Lily Dai et Anna Creed

Des solutions fondées sur la nature (SFN) – tel est le sujet stratégique qu’aborde l’édition 2018 du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR). L’émission d’obligations dans ce domaine, qui vise à attirer les investissements vers un avenir durable des ressources naturelles et en particulier de l’eau, est un phénomène relativement nouveau. Des critères mondiaux récents de notation de ces obligations « vertes » pourraient bien transformer les marchés financiers et augmenter les investissements dans les SFN.

Document phare du groupe de coordination de l’ONU qui travaille sur différentes questions stratégiques relatives à l’eau, le *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR)* est publié chaque année par le Programme Mondial pour l’Évaluation des Ressources en Eau (WWAP) de l’UNESCO, en collaboration étroite avec des membres et partenaires du programme ONU-Eau, à l’occasion de la Journée mondiale de l’eau, le 22 mars.

Les spécialistes du climat prédisent un réchauffement mondial de 4 à 6 degrés Celsius d’ici la fin du siècle. Dans le même temps, le monde entre dans une ère d’urbanisation sans précédent, et de développement concomitant des infrastructures. Pour que le développement soit durable, celles-ci doivent être à la fois pauvres en carbone et résilientes au changement climatique, sans pour autant entraver le type de croissance nécessaire à l’amélioration à la fois des moyens de subsistance et du bien-être des citoyens les plus vulnérables de la planète.

Or, si l’on en croit le rapport 2016 de la Commission mondiale sur l’économie et le climat (intitulé « [La nouvelle économie climatique](#) »), pour obtenir des infrastructures sobres, il faut un surcroît annuel d’investissements de 3 à 4 %, de façon à atteindre 6 200 milliards de dollars. L’adaptation au dérèglement climatique exige, là aussi, un volume important d’investissements supplémentaires – estimé, selon le rapport [Adaptation Finance Gap](#) du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) de 2016, entre 280 et 500 milliards de dollars annuels d’ici 2050, même dans un scénario d’une hausse de température de 2 degrés Celsius.

Les sources traditionnelles de financement des infrastructures, comme les gouvernements ou les banques commerciales, ne suffiront pas pour répondre aux besoins d’ici 2030. Les investisseurs institutionnels, notamment les fonds de pension et les fonds souverains, sont donc de plus en plus perçus comme des acteurs valables pour combler ce déficit.

Les obligations « vertes », permettant de mobiliser des capitaux pour des investissements écologiquement durables, sont apparues comme des instruments financiers clés permettant de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature (SFN). C’est un marché nouveau qui a vu le jour au niveau mondial il y a tout juste dix ans.

C’est en 2007 que la Banque européenne d’investissement (BEI) et la Banque mondiale ont émis leurs premières obligations « vertes » (également appelées « climatiques »). Avec ce mécanisme de prêt, elles entendaient montrer l’intérêt de cette source de financement pour les projets environnementaux. Bien que les deux termes soient souvent employés de manière interchangeable, dans le cas des obligations climatiques, leur utilisation a été affinée de façon à s’appliquer aux projets de lutte contre le changement climatique et/ou d’adaptation. Le prestige dont jouissent ces institutions a suscité la confiance des marchés, et une poignée d’autres bailleurs de fonds et institutions multilatérales ont suivi leur exemple.

Cependant, comme catégorie d’investissement, les obligations vertes et climatiques relevaient encore plus ou moins du marché de niche et leur impact est resté limité jusqu’aux alentours de 2013, année où les émissions ont triplé pour atteindre environ 10 milliards de dollars, les banques commerciales et les entreprises ayant commencé à promouvoir ce marché. Ces tendances se sont poursuivies et amplifiées, atteignant 86,1 milliards de dollars en 2016, et plus de 100 milliards en 2017.

Comme source de financement sur le climat, ce total correspond à l’appel à atteindre 100 milliards d’ici à 2020 – lancé par le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) lors de l’[Accord de Paris](#), entré en vigueur le 4 novembre 2016. Rien qu’en Chine, les obligations vertes et climatiques ont grimpé jusqu’à 36,2 milliards de dollars en 2016.

Les obligations vertes sont-elles vraiment vertes?

Mais malgré ce rapide essor, certains investisseurs craignent que la crédibilité de ces nouvelles obligations en tant qu'investissements écologiques ne soit problématique au regard des nouvelles questions qui se posent aujourd'hui. Comment savoir si les obligations dites « vertes » le sont réellement, et le fait de prendre le risque d'investissements inefficaces pourrait-il provoquer un effondrement ou un risque systémique dans cette catégorie de marché ?

Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) travaillant sur les questions de viabilité avec la communauté des financiers et des investisseurs ont insisté récemment sur la nécessité d'adopter des normes ouvertes et indépendantes. Dans le domaine de l'eau, en particulier, ce manque est criant, car la question des ressources en eau douce se dérobe souvent aux yeux des investisseurs, qui n'ont pas nécessairement une perception immédiate de la place de l'eau dans l'énergie, l'agriculture ou l'urbanisme, encore moins sur la façon dont l'élément hydrique au sein d'un projet peut affecter d'autres aspects et systèmes au sein du même bassin.

À la mi-2014, un consortium d'ONG – le [Ceres](#), la [Climate Bonds Initiative](#), l'Institut des ressources mondiales, le [CDP](#) (ex-Carbon Disclosure Project), l'Institut international d'hydrologie de Stockholm ([SIWI](#)) et l'Alliance for Global Water Adaptation ([AGWA](#)) – a concocté une série de critères destinés à noter la qualité des investissements liés à l'eau quant à leur pertinence climatique. Ensemble, ils ont organisé une série de groupes de travail techniques et industriels, qui ont défini des critères de notation permettant aux émetteurs et aux vérificateurs de donner aux investisseurs confiance dans les obligations climatiques.

Évaluer les solutions fondées sur la nature

Ces critères évaluent efficacement la contribution potentielle des nouvelles obligations aux efforts de résilience face au changement climatique, aux mesures d'adaptation à ce changement, et évaluent aussi leur impact environnemental. Ces problématiques sont désormais bien comprises des ingénieurs, des scientifiques et des gestionnaires de ressources. S'agissant par contre des groupes d'investisseurs et de financiers, le niveau de prise de conscience, même le plus basique, est beaucoup plus limité. La phase 1 du travail, lancée en octobre 2016, a donc ciblé les investissements classiques dans les infrastructures hydrauliques « grises » (à l'exclusion de l'hydroélectricité).

Plus généralement, dans le cas des solutions fondées sur la nature – autrement dit, des investissements dans les infrastructures vertes et hybrides –, le risque d'écoblanchiment (procédé marketing visant à se donner une image écologique responsable) est très élevé. On ne dispose pas à cet égard de normes scientifiques, encore moins de la capacité de certifier que les écosystèmes concernés vont résister aux effets du changement climatique.

Comprenant cette lacune, la [Fondation Rockefeller](#) a soutenu en 2016 l'élaboration des critères de la phase 2, qui visent à évaluer et agréer les investissements dans les solutions fondées sur la nature (SFN) dans le domaine de l'eau. Ces investissements reposent explicitement sur l'utilisation des écosystèmes pour fournir des services comparables à ceux des infrastructures grises, notamment au moyen d'infrastructures dites naturelles ou vertes et hybrides. Il peut s'agir de gérer les eaux pluviales ou de protéger des inondations grâce aux écosystèmes riverains, de traiter les eaux des zones humides ou d'assurer le stockage de l'eau dans les aquifères (couches souterraines formées par les eaux d'infiltration). Ces [critères supplémentaires](#) ont été lancés au début de 2018.

Ensemble, ces deux phases évaluent à la fois l'impact des investissements en matière d'atténuation du changement climatique et leur capacité à contribuer à la bonne adaptation à ces changements.



En mai 2016, la [Commission des services publics de San Francisco](#) (SFPUC) en Californie (États-Unis) a émis la première obligation verte certifiée relative à l'eau au niveau mondial, pour un total de 240 millions de dollars, et, en décembre 2016, une seconde obligation de 259 millions de dollars. L'une et l'autre sont certifiées sous la norme Climate Bonds Standard, qui est un outil de sélection des investisseurs précisant les critères à respecter pour que les obligations reçoivent le label « vert », ou soient affectées au financement d'initiatives hydrauliques sobres en carbone.



© Edward Burtynsky, courtesy Metivier Gallery, Toronto / Flowers Gallery, London

*Delta du fleuve Colorado,
près de San Felipe, Mexique, 2011.*

En juillet 2017, c'était au tour de la [métropole du Cap](#) d'émettre les premières obligations vertes certifiées de l'Afrique du Sud pour 1 milliard de rands sud-africains. Et en septembre 2017, le quotidien *China Daily* annonçait que la Banque de développement de Chine (CDB), établissement financier public, allait émettre des obligations vertes à hauteur de 5 milliards de yuans, destinées à protéger les ressources en eau le long de la ceinture économique du fleuve Yangtsé.

Le succès de l'émission et de la vente de telles obligations et d'autres du même type, conformes aux standards habituels, est la marque d'un éclatant changement de mentalité chez les investisseurs. Plus d'un milliard de dollars a été émis à ce jour conformément aux critères habituels du marché gris – chiffre que l'on devrait aussi atteindre rapidement pour les investissements dans les SFN. En des temps de transformation environnementale et climatique, ces critères aident aussi à transformer le monde financier lui-même.

John H. Matthews (États-Unis) est coordonnateur et cofondateur de l'Alliance for Global Water Adaptation (AGWA), hébergée par la Banque mondiale et le Stockholm International Water Institute (SIWI). **Lily Dai** (Chine) est analyste-recherche principale à la [Climate Bonds Initiative](#). **Anna Creed** (Royaume-Uni) dirige le secteur des normes à la Climate Bonds Initiative.

Antisémitisme :

tirer les enseignements de l'histoire

© Le Journal d'Anne Frank / Ozanam et Nadji / Editions Soleil, 2016



Extrait d'une planche de l'album
Le Journal d'Anne Frank, d'Antoine
Ozanam (scénario) et Nadji Scelsi
(illustrations), publié par Soleil, en 2016.

par Robert Badinter

L'antisémitisme dans le monde ne cesse de renaître de ses cendres. Il fut d'abord religieux au Moyen Âge, puis nationaliste à partir du XIX^e siècle avant de devenir un racisme à prétention scientifique dans l'idéologie nazie. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a repris forme dans l'antisionisme. L'histoire nous incite à la vigilance. Robert Badinter en tire un enseignement riche d'avertissement et de sens.

Avec cet article, *Le Courrier de l'UNESCO* marque la Journée de commémoration de l'Holocauste, 27 janvier.

L'antisémitisme n'est pas un phénomène contemporain. C'est un mal multiséculaire. Depuis la prise de Jérusalem par Titus en 70, depuis la dispersion des Juifs notamment à travers tout le bassin méditerranéen, vendus comme esclaves en si grand nombre que les cours du marché (si l'on utilisait un terme économique moderne) s'étaient effondrés dans l'Empire romain, la condition des Juifs à travers deux millénaires, et notamment en Europe, n'a jamais cessé d'être exclusion, souffrance, persécution.

De l'antisémitisme, depuis cette lointaine époque romaine, je dirais qu'on connaît trois formes, qui parfois se confondent.

De l'antisémitisme religieux à l'antisémitisme nationaliste et racial

La première forme, c'est l'antisémitisme religieux. Depuis l'Édit de Constantin, reconnaissant le christianisme comme religion officielle, en 313, l'antisémitisme s'est toujours nourri de la haine du « peuple déicide », celui qui a tué Jésus-Christ. À travers les persécutions et les massacres, la possibilité était parfois – pas toujours – offerte aux Juifs d'échapper à la mort ou à l'exil par une conversion forcée, quitte à redevenir juifs quand les temps seraient moins cruels.

La longue histoire, culturellement si riche des Marranes, notamment dans les États ibériques, en est une illustration.

Avec la naissance des nations modernes, l'antisémitisme devint essentiellement nationaliste. Les Juifs, même originaires du pays où ils se trouvaient, étaient toujours des étrangers, suspects dans la nation où ils vivaient. Le fait que les Juifs aient assumé tout naturellement des responsabilités, en dépit des ostracismes qui les frappaient, qu'ils aient occupé des fonctions éminentes dans le domaine politique, économique ou financier, faisait d'eux, à la moindre difficulté nationale, des traîtres en puissance, toujours au service d'une mythique « Internationale juive », un complot juif imaginé par les antisémites. Ce fut notamment le cas en France. Je n'ai pas besoin de rappeler la signification à cet égard de l'affaire Dreyfus, car si l'on avait bien voulu regarder un instant les choses avec lucidité, il n'y avait aucune raison que Dreyfus, Juif alsacien fortuné qui détestait l'Allemagne et voulait d'abord servir la France, soit un traître.



À la fin du XIX^e siècle, les esprits avaient évolué, l'antisémitisme se voulait scientifique à l'image des disciplines modernes. Il est devenu racial, les Juifs étant définis comme une « race » d'origine orientale mystérieuse, inassimilables pour les peuples au milieu desquels ils s'établissaient, et notamment ceux de la race aryenne supérieure, menacée de dégénérescence par la présence en son sein de Juifs porteurs de multiples tares.

Reconnaissance de la citoyenneté des Juifs

Ainsi, sous la forme d'interdictions, d'assignations dans les ghettos, de marquages sur les vêtements – comme des animaux dangereux – les Juifs apparaissent, dans la longue histoire de l'humanité, comme une espèce maudite. D'où l'importance extrême que nous devons attacher à la Révolution française qui, pour la première fois dans l'histoire, en 1791, a proclamé que les Juifs vivant en France seraient considérés comme des citoyens français à part entière.

Petite anecdote : le jour où fut votée, à la fin de l'Assemblée constituante, cette citoyenneté des Juifs, la dauphine, sœur de Louis XVI, écrivait à une cousine de la famille Habsbourg, à Vienne, ces mots : « *L'Assemblée a mis le comble à ses folies, elle a fait des Juifs des citoyens* ». ... Si je souligne cela, c'est parce que, difficilement acquise dans les travaux parlementaires, cette volonté de faire des Juifs des citoyens à part entière est exactement ce que les nazis détestaient le plus, c'est-à-dire les droits de l'homme et la philosophie des Lumières. Selon l'expression même qui se trouve dans *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, les Juifs devaient être absolument exclus de la communauté du peuple allemand. Cet antisémitisme forcené est à l'origine des lois raciales du Troisième Reich adoptées dès 1935 à Nuremberg dont la finalité, je le rappelle, était : « la protection du sang allemand et de l'honneur allemand » – que souillait, bien entendu, la présence des Juifs.

Je laisse de côté l'impossibilité à laquelle s'est heurtée la théorie raciale de trouver des critères scientifiques. Les savants du Troisième Reich ont beaucoup cherché et, bien entendu, rien trouvé. On s'est donc reporté sur leur appartenance à la religion juive. Les critères retenus par les lois de Nuremberg interdisaient toute possibilité pour les Juifs de quitter par une conversion, quelle qu'elle soit, le troupeau de ces êtres malfaisants auquel ils appartenaient par naissance.

Un paradoxe déroutant

Je ne reprendrai pas ici la longue liste des persécutions croissantes subies par les Juifs dans le Troisième Reich d'abord, puis dans l'ensemble des territoires occupés par l'armée allemande. Aujourd'hui, d'innombrables études ont dévoilé l'ampleur et l'horreur du génocide juif par les nazis. Je ne reviendrai pas non plus sur les ouvrages historiques et philosophiques si remarquables qui ont traité de ce phénomène.

Je voudrais souligner ce qui me paraît le plus riche d'avertissement et de sens : il est tout à fait remarquable et difficilement compréhensible qu'un grand peuple chrétien, cultivé entre tous les peuples d'Europe, d'où étaient issus un grand nombre de génies dans l'art, la pensée, la recherche scientifique, que ce peuple-là fut le porteur, l'animateur et le réalisateur des plus terribles persécutions contre les Juifs qui aient jamais désolé l'histoire de l'Europe. Il est essentiel de s'en souvenir, car il n'y avait pas en Europe de pays où l'amour de la culture, la passion de l'art, notamment musical, et la recherche scientifique fussent portés plus haut qu'en Allemagne à la fin de la République de Weimar.

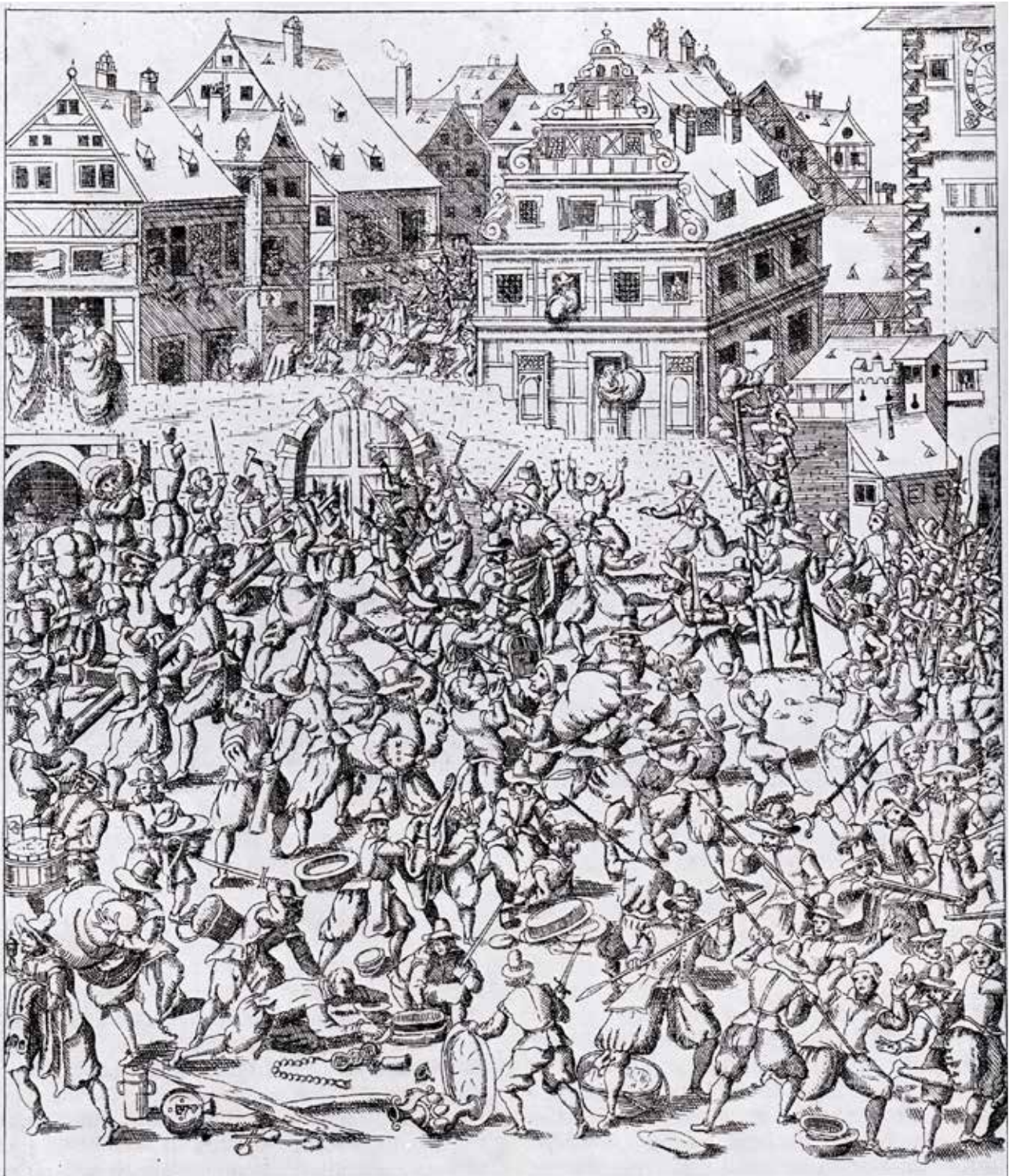
C'est pour l'UNESCO, précisément, l'occasion d'y réfléchir. Car s'il est un pays qui brillait par sa philosophie, c'est bien l'Allemagne d'avant Hitler. Et c'est ce pays qui, cédant à toutes les fureurs de l'antisémitisme et du racisme, a conduit à l'encontre des Juifs la plus cruelle tragédie qu'ils aient connue.

La leçon – et c'est pourquoi j'insiste là-dessus – c'est qu'en soi, la culture, le savoir et l'amour des arts ne suffisent pas à constituer des remparts insurmontables contre l'antisémitisme, puisque c'est là qu'il s'est établi avec la plus terrible horreur. Qu'on me comprenne bien : en aucun cas il ne s'agit pour nous, disciples des Lumières qui croyons, à travers toutes les épreuves, au progrès de l'humanité par les bienfaits d'une éducation éclairée et de justes institutions fondées sur la philosophie des droits de l'homme, de renoncer à lutter pour un progrès toujours nécessaire. Mais il s'agit seulement de prendre la mesure du fait que ni l'éducation en soi, ni l'art en soi, ni la culture au sens le plus large du terme ne constituent, par nature, des défenses suffisantes contre les fureurs du racisme et de l'antisémitisme. Nous devons en tirer les enseignements.



© Studio Canal

Séquences du film *Monsieur Klein* du cinéaste américain Joseph Losey, 1976. Une femme subit un examen racial durant la Deuxième Guerre mondiale visant à déterminer « scientifiquement » sa judéité.



Plünderung der Iudengassen zu Frankfurt am Main den 22 Augusti 1614. Nach Mittag um 5 uhr von den Handwerks gesellen angefangen, und die gantze Nacht durch Continuiert, da dan ein Bürger vnd 2 Iuden gar todt blieben, viel aber beiderseits beschedigt worden, bisz ihn entlich / als sie bis in die helfft der gassen komen / von der Bürger schafft gantzlich abge- wehrt worden.

Représentation du pillage des quartiers juifs à Francfort, Allemagne, le 22 août 1614.

L'antisionisme

Le Troisième Reich s'est effondré, son fondateur s'est suicidé, les principaux membres de son état-major ont été pendus ou ont disparu et on a découvert l'immensité du génocide juif en Europe. Cela a suscité aux Nations Unies, nouvellement créées, un puissant mouvement en faveur de la création d'un État juif, comme les Alliés s'y étaient engagés d'ailleurs dès 1914-18.

La création d'un État juif en Palestine, qui découle – je le rappelle – d'une décision des Nations Unies, la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, n'a pas été acceptée par tous, et le résultat a été la guerre lancée par les armées des États arabes voisins. Ils envahirent la Palestine, le conflit a tourné à l'avantage des Juifs, on connaît la suite : le conflit israélo-palestinien n'a, en fait, jamais cessé depuis la création de l'État d'Israël.



Je ne vais pas discuter ici de la légitimité des droits des uns et des autres, ni de la meilleure solution pour parvenir à la fin de ce conflit, c'est en d'autres enceintes qu'il faut en débattre. Mais le fait est là. Ce qui est certain, c'est qu'à la faveur du conflit israélo-palestinien, l'antisémitisme s'est à nouveau largement déployé sous la dénomination d'antisionisme. Il faut avoir la lucidité de reconnaître que, sous cette dénomination qui renvoie au sionisme, ce sont bien les Juifs, et les Juifs partout dans le monde, qui sont visés. Et je dirai que l'antisionisme n'est en profondeur rien d'autre que l'expression contemporaine de l'antisémitisme, c'est-à-dire de la haine des Juifs.

À l'ère du numérique

L'antisémitisme d'aujourd'hui, évidemment, ne se présente pas sous les mêmes traits que celui qui remonte à Constantin. Il utilise largement, et avec succès, les réseaux sociaux, les discours et les vidéos diffusés sur certains sites Internet reposant sur une rhétorique particulièrement perverse. Je me suis beaucoup interrogé sur ce qui aurait pu advenir dans l'Europe d'avant 1939 si le docteur Goebbels (alors ministre du Troisième Reich à l'Éducation du peuple et à la Propagande) avait eu à sa disposition les mêmes moyens techniques que nous voyons aujourd'hui se développer à l'ère du numérique. C'est là le nouveau champ de bataille en ce qui concerne la lutte contre l'antisémitisme.

Je dirais simplement ma conviction d'homme âgé maintenant, et qui n'a jamais vu l'antisémitisme céder prise, qu'aussi longtemps que se poursuivra le conflit israélo-palestinien, il est pour moi évident que la haine des Juifs, bien au-delà du Proche-Orient, continuera à enflammer certains musulmans, et particulièrement les plus jeunes, nourris par l'Internet et la propagande aiguë des images violentes que nous connaissons.

Amalgame criminel

D'où les attentats atroces qui surviennent dans tout l'Occident, notamment en France, comme au Proche-Orient où l'amalgame « Juifs égale sionistes » nourrit la haine antisémite. Il suffit, à cet égard, de prendre la liste des victimes des crimes commis depuis quelques années.



© Futuropolis, 2016

Planche du dessinateur français Luz dans l'album *Ô vous, frères humains*, Futuropolis, 2016, inspiré par le livre homonyme de l'écrivain suisse Albert Cohen.

Une image récente hante mon esprit : un homme poursuivant dans une école juive des enfants juifs, une petite fille qui s'enfuit et parce qu'elle s'enfuit, cet homme l'empoigne par les cheveux et l'abat à bout portant. Qu'est-ce que ce crime, sinon la réplique du geste des SS ? Horrible expression de l'antisémitisme, cette image traverse le temps, elle nous rappelle les *Einsatzgruppen* lâchés dans les ghettos de l'Europe orientale.

Je tiens enfin à dire et à marquer fermement une chose concernant l'action pour la paix civile. C'est l'importance du rôle – et je dirais pour certains fraternel – des représentants de la communauté musulmane qui dénoncent ces crimes. L'amalgame ici est un autre piège que nous tend le terrorisme, et nous ne devons certainement pas y céder. Je rappelle toujours, ce qui est le fruit des études des *think tanks*, que 80 % des victimes du terrorisme dans le monde sont des musulmans. Je tiens à le faire remarquer, parce que l'amalgame ici serait criminel.

Mon message n'est pas d'un grand optimisme, je le sais, mais je crois que la complaisance nourrit le préjugé et que le préjugé nourrit la mort, parce qu'il engendre la haine. Si nous pouvons faire triompher dans les esprits des jeunes générations les principes des Lumières et des droits de l'homme, nous aurons servi la bonne cause, celle de la paix entre les peuples.

Avocat et professeur de droit, **Robert Badinter** (France) a été ministre de la Justice de 1981 à 1986. Il a notamment fait voter l'abolition de la peine de mort en 1981. Président du Conseil constitutionnel de 1986 à 1995, il a été élu Sénateur socialiste des Hauts-de-Seine de 1995 à 2011.

Le Courier de l'UNESCO a 70 ans !

Une lecture inspirante

par Alan Tormaid Campbell

Dès son lancement en 1948, la revue phare de l'UNESCO a connu un retentissement considérable, captivant les lecteurs du monde entier par la diversité des sujets abordés, sous la plume des plus grands spécialistes. La lutte contre le racisme a toujours été une des priorités de l'UNESCO depuis ses débuts, et le *Courier* a fourni une plateforme puissante pour les débats et discussions autour de ce type de préjudice envers l'Autre qui continue à peser sur le monde.

Avec cet article, *Le Courier de l'UNESCO* s'associe à la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, 21 mars.

L'UNESCO naît au milieu des années 1940. Aussi le souvenir des horreurs de la Seconde Guerre mondiale résonne-t-il dans le préambule de son Acte constitutif et dans cette formule à la fois obsédante et inspirante : « *Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix* ». En 1978, Richard Hoggart, un savant britannique qui fut Sous-Directeur général de l'UNESCO de 1971 à 1975, note à ce propos dans *An Idea and Its Servants: UNESCO from Within* (Une idée et ses disciples : l'UNESCO vue de l'intérieur) : « *Les extraordinaires déclarations contenues dans l'Acte constitutif de l'UNESCO – cette volonté des États de promouvoir collectivement la poursuite objective des connaissances et leur libre circulation – sont marquées au sceau de leur époque. Le monde sortait à peine d'un long et terrible conflit (...). Il avait irrésistiblement besoin de croire qu'en améliorant l'éducation et toutes les formes d'échanges culturels et scientifiques on allait permettre aux peuples de se comprendre mutuellement. Il avait irrésistiblement besoin de se passionner pour la vérité, la justice, la paix, l'importance de l'individu* ». Et pour parvenir à ses fins, l'UNESCO avait mis la barre très haut.

Dès sa fondation, l'Organisation s'est dotée d'un bulletin d'information officiel, mais c'est en 1948 que naît l'idée du *Courier de l'UNESCO*, mensuel à grand tirage destiné à tenir le public informé de ses idéaux et de ses activités. Le *Courier* est d'abord paru dans trois éditions linguistiques différentes : anglais, espagnol et français. Leur nombre n'a ensuite cessé de croître au fil des ans, si bien qu'en 1988, il paraissait dans 35 langues, à quoi il faut ajouter quatre éditions linguistiques en braille.

De 40 000 exemplaires en 1949, le magazine est passé à 500 000 au début des années 1980. Chaque exemplaire étant lu, estimait-on, par plus de quatre personnes, cela signifiait plus de deux millions de lecteurs. On pouvait se procurer le *Courier* chez son libraire, ou s'y abonner, ou encore le consulter en bibliothèque.

Le *Courier* n'a jamais joui d'un grand renom dans les pays anglo-saxons. Mais interrogez les gens partout ailleurs dans le monde – surtout s'ils ont la cinquantaine – et vous serez étonnés du nombre de ceux qui vous répondront : « *Mais oui, je me souviens du Courier : nous étions abonnés* », et même : « *C'est là que j'ai entendu parler pour la première fois d'anthropologie* ». J'ai moi-même recueilli ce type de propos aussi loin qu'en Indonésie, en Inde, au Pakistan, au Ghana, au Brésil ou en Jamaïque.



Le Courier de l'UNESCO, juillet-août 1950.

Élargir les horizons

Le *Courier* a été fondé par un homme remarquable, Sandy Koffler. Il voulait en faire – pour reprendre sa célèbre formule – « *une fenêtre ouverte sur le monde* », par laquelle les lecteurs pourraient « *élargir leur horizon* ».

Citoyen américain diplômé du City College de New York, Sandy Koffler étudiait à la Sorbonne lorsque ses projets furent brutalement interrompus par la Seconde Guerre mondiale. Engagé dans la *Psychological Warfare Branch* (Service de la guerre psychologique) de l'armée américaine, il prit part au débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord, alors aux mains de la France de Vichy, lors de l'opération Torch de novembre 1942.

En janvier 1954, le *Courrier* fait peau neuve

Extraits de l'Éditorial

En ce début d'année (1954), *Le Courrier de l'UNESCO* a voulu faire plus que de présenter à ses lecteurs des souhaits traditionnels, quoique sincères ; il a tenu à faire peau neuve, répondant ainsi au désir exprimé par ceux qui lui font l'honneur de suivre ses efforts. Format plus réduit, plus commode à lire et à regarder, couvertures en couleur, présentation plus moderne tout en restant sobre, nombre de pages accru. (...) Mais tout en se renouvelant, le *Courrier* reste fidèle à son but qui est celui de l'UNESCO : ouvrir une fenêtre sur le monde, montrer que personne ne peut rester indifférent à ce qui se passe à l'autre bout du globe comme à l'autre bout de la rue. Ce but, le *Courrier* tente de l'atteindre en présentant chaque mois, par le texte et par l'image, par tous les moyens qui permettent à l'œil et à l'esprit de comprendre, une pensée qui se veut accessible à tous les pays, à tous les hommes. À ceux qui demandent quelque chose de plus que la pâture quotidienne, immédiate et locale ; à ceux qui sentent confusément qu'à des milliers de kilomètres il se passe des événements lourds de conséquences pour leur vie ; à ceux pour qui les droits de l'homme sont plus et mieux qu'une formule et notamment aux membres du corps enseignants, pour qui cette revue est conçue et réalisée ; à ceux qui étant eux-mêmes cultivés, ressentent l'injustice de laisser des millions d'hommes dans l'ignorance ; à ceux qui refusent d'être les complices des préjugés de race, de pensée et de religion, nous répondons : le *Courrier* est votre revue.

La rédaction

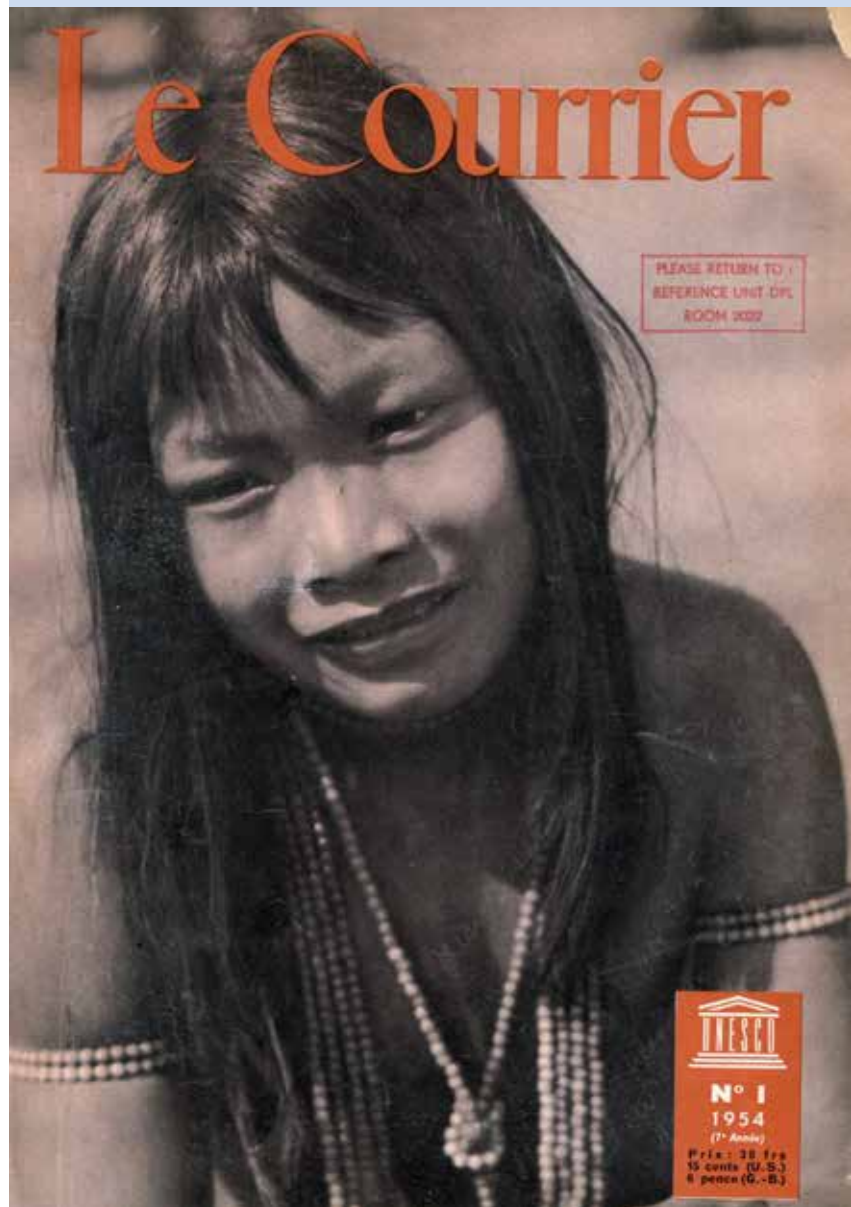
Là, il travailla comme homme de radio à Rabat (Maroc) et à Alger (Algérie), avant d'être nommé correspondant de *La Voix de l'Amérique*, poste qu'il occupa pendant toute la durée de la campagne d'Italie, de 1944 à 1945. Dès qu'une ville italienne était libérée, Sandy Koffler y fondait un journal baptisé *Il Corriere*. Il n'est donc pas surprenant qu'ayant rejoint l'UNESCO après la guerre, il ait créé une revue appelée *Le Courrier de l'UNESCO*. Sandy Koffler était doté d'un esprit créatif époustouflant, doublé d'une passion pour l'édition et d'une vision morale claire. La revue s'adressait à un public « éclairé », composé pour une grande part d'enseignants et d'élèves, et c'est effectivement dans les écoles, les lycées et les universités qu'elle trouva son principal lectorat.

Il en choisit les grands thèmes : impact de la science sur la vie humaine, questions raciales, art et culture, droits de l'homme, histoire et archéologie, différences culturelles et conflits entre les peuples. L'étendue des sujets abordés est à couper le souffle. Dans un [même numéro](#), vous découvrirez les menaces qui pèsent sur le temple de Borobudur, en Indonésie, sur celui de Sri Ranganathaswamy à Srirangam, en Inde, et sur le Parthénon, en Grèce. Au fil des pages, vous vous émerveillerez devant l'œuvre du peintre florentin du XV^e siècle [Masaccio](#), puis devant celle des [Aborigènes d'Australie](#). Un numéro célèbre le 70^e anniversaire d'[Einstein](#), un autre est consacré à [Tchekhov](#), un autre encore à [Rabindranath Tagore](#).

Par ailleurs, on ne compte plus les articles consacrés à l'écologie et à la protection de la nature, en particulier dans le domaine de l'océanographie et de la biologie marine : le *Courrier* a été vert avant la lettre.

Les articles sont remarquablement bien écrits et superbement présentés. En 1954, la revue introduit des illustrations en couleurs – une nouvelle norme pour l'époque qui rend la lecture encore plus attrayante.

L'éventail des collaborateurs est un véritable inventaire du panthéon culturel du XX^e siècle. La tradition d'excellence instaurée par Sandy Koffler s'est poursuivie au fil des ans, ce qui fait que, parmi les contributeurs du *Courrier*, on trouve : [Jorge Amado](#), [Isaac Asimov](#), [Jorge Luis Borges](#), [Anthony Burgess](#), [Peter Ritchie-Calder](#), [Aimé Césaire](#), [Arthur C. Clarke](#), pour ne citer que le début de la liste alphabétique. La revue couvrait aussi les grands événements des Nations Unies et de l'UNESCO : un numéro du *Courrier* fut ainsi consacré à l'adoption de la [Déclaration universelle des droits de l'homme](#).



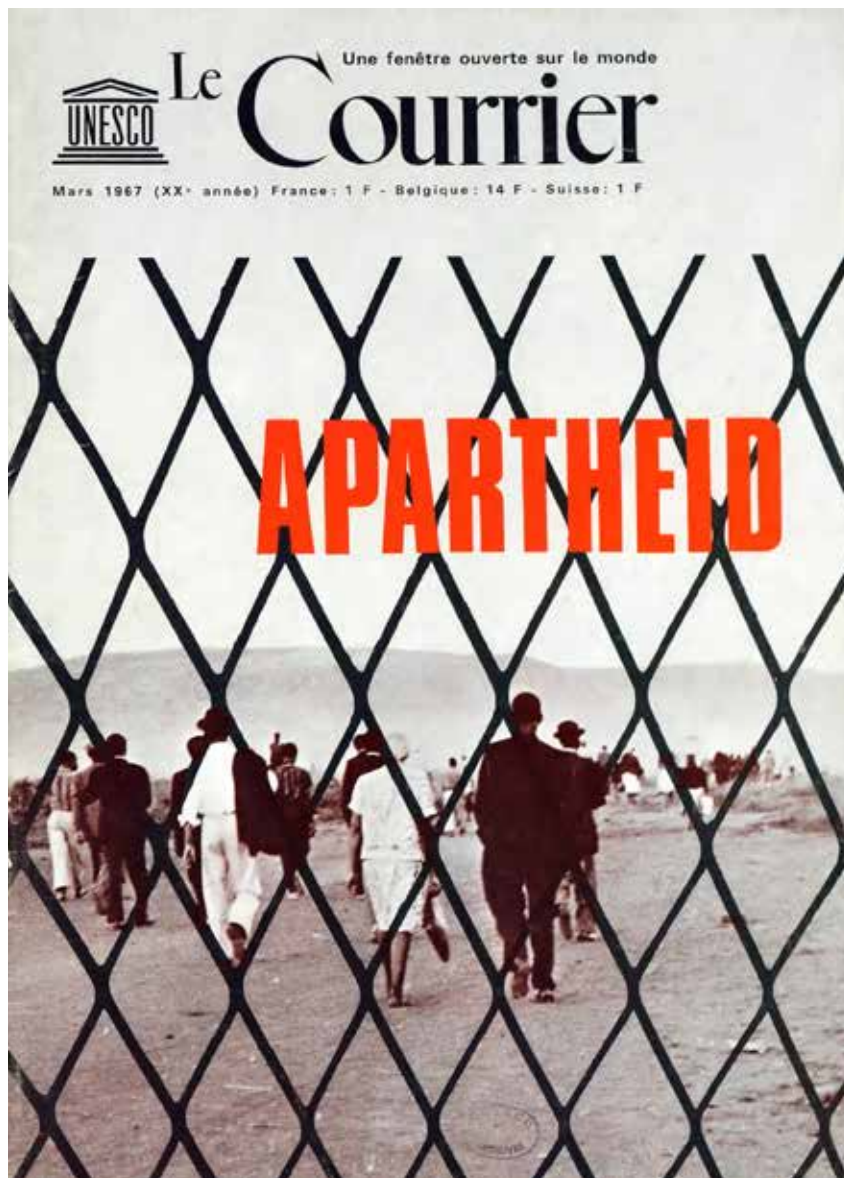
© UNESCO

S'attaquer au racisme sans détours

La lutte contre le racisme a été dès le début une priorité pour l'UNESCO. La campagne que l'Organisation lança contre l'Afrique du Sud se vit – à juste titre – reprocher de négliger d'autres atteintes aux droits de l'homme, parce qu'elle visait un seul pays. Car quiconque examine parallèlement la liste des signataires officiels de la Déclaration universelle, et l'état de la répression politique, de la censure, de la persécution des minorités, d'une discrimination tenace à l'égard des femmes, etc., dans certains de ces pays, est en droit de se poser des questions. La campagne anti-apartheid de l'UNESCO se déroulait, d'ailleurs, dans un monde où triomphaient les empires français et britannique, où les lois Jim Crow, qui renforcèrent la ségrégation raciale, dictaient encore le mode de vie du Sud des États-Unis, et où l'Inde restait divisée par un système de castes.

Le premier article du *Courrier* à s'attaquer sans détours au problème du racisme parut en novembre 1949 sous la plume d'Arthur Ramos, avec le titre : « [La question raciale et le monde démocratique](#) ». Psychologue et anthropologue brésilien, chef du Département des sciences sociales de l'UNESCO, Arthur Ramos avait combattu le racisme sa vie durant, et connu par deux fois l'enfer des geôles brésiliennes sous la dictature de Vargas. Le point de vue d'Arthur Ramos était le suivant : « *Dans les débats sur la réorganisation du monde d'après-guerre, un rôle important doit être réservé à l'anthropologie. Et pourtant aucune autre science n'a jamais eu ses finalités aussi faussées. En son nom, des peuples entiers se sont lancés dans la lutte, pour la défense d'un faux idéal de suprématie raciale ou ethnique. Il est tout naturel, par conséquent, que l'anthropologie, maintenant remise à sa juste place et dépouillée des mythes sous lesquels on a essayé de la couvrir, apporte au monde son message scientifique* ».

Peu après, lorsque l'UNESCO publia sa première [Déclaration sur la race](#), le numéro de juillet-août 1950 du *Courrier* portait cette manchette : « [Les savants du monde entier dénoncent un mythe absurde... le racisme](#) ». On y trouvait la déclaration *in extenso* et ses conclusions à la une, accompagnées d'un article de l'anthropologue argentin d'origine suisse Alfred Métraux, intitulé « [Race et civilisation](#) ».



© UNESCO

Le Courrier de l'UNESCO, mars 1967.

Alfred Métraux, qui était entré à l'UNESCO en 1947, et avait été nommé en 1950 à la tête de la Division pour l'étude des questions de race, fut le maître d'œuvre des deux déclarations initiales sur la race – la première, en 1950, puis sa version révisée, en 1951. C'était un proche de Sandy Koffler, et un fervent partisan du *Courrier* – dont il fut l'un des principaux collaborateurs, avec plus de [vingt articles](#), jusqu'à sa mort en 1963.

Éradiquer les préjugés

Vu d'aujourd'hui, on trouve des naïvetés flagrantes dans l'appareil argumentatif des déclarations sur la race. À commencer par une confiance exagérée dans les pouvoirs de la « science » : l'anthropologie étant « scientifique », ses conclusions étaient forcément irréfutables. Il y a aussi parfois de la naïveté dans les exemples : toujours dans le numéro juillet-août de 1950, le *Courrier* illustre la Déclaration de l'UNESCO sur la race par une photographie d'un groupe de jeunes femmes maories de Nouvelle-Zélande (p. 8) et met en avant ([dans l'édition en anglais](#)) l'idée discutable d'harmonie raciale. A-t-on seulement demandé leur avis aux Maoris ?

À propos des États-Unis, Arthur Ramos écrivait dans le numéro de [novembre 1949](#) : « *De même, aux États-Unis, la politique de protection des Indiens, après tant d'années de vaines tentatives, semble avoir trouvé une orientation plus humaine et plus scientifique. Ce n'est pas seulement la protection des "réservations", mais aussi le respect de leurs caractéristiques de culture, matérielle ou non matérielle...* » Peu d'Amérindiens d'aujourd'hui seraient heureux qu'on dise que les leurs ont été traités de manière « humaine », « scientifique » et « respectueuse ». Dans le même numéro, Arthur Ramos saluait les résultats « *des plus encourageants* » du Service national de protection des Indiens au Brésil : pourtant, les Cintas Largas, les Yanomami et bien d'autres peuples d'Amazonie allaient endurer les pires atrocités et souffrent de nos jours encore de discriminations.

Le *Courrier de l'UNESCO*, novembre 1971.

Le numéro d'août 1952 du *Courrier* contenait une [enquête sur les relations raciales au Brésil](#). Il annonçait la publication d'une étude complète de l'UNESCO sur la race au Brésil. Tous les auteurs se fondaient sur une conviction alors répandue : l'image d'un Brésil où règne l'harmonie entre les races. Tous... à une exception près, car [Luiz de Aguiar Costa Pinto](#), l'un des signataires de la première Déclaration de l'UNESCO sur la race, écrivait dans ce numéro du *Courrier* : « (...) l'intégration harmonieuse qui est considérée comme caractéristique des rapports interraciaux au Brésil ne correspond pas à la réalité telle qu'elle a été établie par des enquêtes sociologiques. On a si souvent répété, et depuis si longtemps, que le préjugé racial n'existe pas au Brésil, que cette affirmation, qui a fait le tour du monde, est devenue un sujet d'orgueil national. Derrière ce dogme se dissimulent cependant des sentiments de rancœur et un malaise évident ». On le voit : parce que les débats du *Courrier* ont toujours été vigoureux et dynamiques, toute complaisance ou idée reçue y est souvent bousculée et remise en cause.

La plus grande réussite des [quatre déclarations de l'UNESCO sur la question raciale](#) est l'abandon progressif d'une définition « scientifique » ou « biologique » de la race. Elles ont contribué à démanteler toute justification ou base scientifique du racisme et à proclamer que la race n'était pas un fait naturel et biologique, mais un dangereux mythe social.

Sept décennies plus tard, à propos de cette question de la race, nul ne pourrait porter un regard satisfait sur le monde. Mais voyez l'espoir et la bonté intrinsèque contenues dans l'article d'Alfred Métraux « [Race et civilisation](#) » (*Courrier*, juillet-août 1950) : « [La race] est un concept implacable. La barbarie de notre temps est plus féroce et plus absurde que celle du soi-disant "âge de l'obscurantisme". Car le préjugé racial est un mythe, le plus bête et le moins poétique que l'imagination des hommes ait jamais conçu. Sa floraison au XX^e siècle sera sans doute considérée par l'humanité future (...) comme un des épisodes les plus honteux de sa longue histoire ».

“ Le projet inspirant, pédagogique et culturel du *Courrier* s'inscrit dans une vision morale nous dictant ce que devrait être la société humaine ”

Les articles du *Courrier* sur la question raciale constituaient une initiative d'information courageuse et sans concession. À quelques détails près, ces déclarations n'ont rien perdu de leur validité. L'intégrité de ses arguments est l'une des qualités générales de la revue, qui ne s'est jamais laissée corseter par un académisme étreint ou une posture professionnelle protectrice. Le projet inspirant, pédagogique et culturel du *Courrier* s'inscrit dans une vision morale nous dictant ce que devrait être la société humaine.

Alan Tormaid Campbell (Royaume-Uni) a longtemps enseigné l'anthropologie sociale à l'université d'Édimbourg, en Écosse. Depuis 1974, il étudie les Wayapi, peuple autochtone de la forêt amazonienne, au nord du Brésil. *Getting to know Waiwai* (1995) est son ouvrage le plus connu sur les Wayapi.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Éditions UNESCO

www.unesco.org/publishing
publishing.promotion@unesco.org



Re|penser les politiques culturelles: la créativité au cœur du développement

Rapport mondial 2018
de la Convention 2005

ISBN 978-92-3-200142-9
252 pages, 21,5 x 28 cm, broché, 45 €

Le *Rapport mondial* analyse l'impact des politiques et des mesures les plus récentes prises à travers le monde pour mettre en œuvre la Convention 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, aujourd'hui ratifiée par 145 États ainsi que par l'Union européenne.

Plus précisément, il suit les progrès accomplis dans la réalisation des quatre objectifs principaux de la Convention : soutenir les plans de gouvernance durable de la culture ; parvenir à une circulation équilibrée des biens et des services culturels et accroître la mobilité des artistes et des professionnels de la culture ; intégrer la culture dans le cadre du développement durable ; promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.



Une personne attaquée, tous concernés

Initiatives exemplaires
de protection des journalistes
et de lutte contre l'impunité

ISBN 978-92-3-200137-5, 98 pages, PDF,
disponible sur unesdoc.unesco.org

Quand on lit les informations concernant les journalistes qui, de par le monde, sont agressés, battus, harcelés, incarcérés voire tués, il y a de quoi désespérer. Les chiffres sont accablants : plus de 800 morts au cours de la dernière décennie. Très peu de leurs assassins ont été traduits en justice.

Dans un tel contexte, un ensemble d'entreprises médiatiques, de journalistes à titre personnel, d'associations de professionnels des médias et d'ONG ripostent par des initiatives dynamiques et efficaces visant à mieux protéger les journalistes et à combattre l'impunité dont jouissent les agresseurs. L'éventail va des mesures de proximité à de puissants efforts de coopération mondiale. Ce rapport détaille quelques-unes de ces initiatives...



Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias

Rapport mondial 2017/2018

Résumé disponible sur unesdoc.unesco.org

Partout dans le monde, le journalisme est la cible d'attaques. Alors que les individus sont plus nombreux que jamais à avoir accès à des contenus d'information, la polarisation politique, associée aux évolutions technologiques, favorise la propagation rapide des propos haineux, de la misogynie et de « fausses nouvelles » non vérifiées, qui mènent souvent à des restrictions disproportionnées de la liberté d'expression. Dans un nombre de pays toujours plus important, les journalistes sont victimes d'agressions physiques et verbales, ce qui menace leur capacité à diffuser des nouvelles et à informer le public.

Face à de tels défis, ce nouveau volume de la collection *Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias* propose une analyse critique des nouvelles tendances en matière de liberté, de pluralisme, d'indépendance des médias, et de sécurité des journalistes.



S'abonner au Courrier

LE Courrier DE L'UNESCO

Lecture, partage, abonnement, promotion

La publication et le partage du *Courrier de l'UNESCO* sont régis par la politique du libre accès de l'Organisation (<http://fr.unesco.org/open-access>).

Version électronique

L'abonnement est gratuit.

Pour recevoir le *Courrier*, il suffit de renseigner son adresse électronique sur la page <http://fr.unesco.org/courier/subscribe>.

Partage, reproduction, traduction, réutilisation

Le *Courrier* est publié sous la licence IGO 3.0 de Creative Commons (CC BY-SA). Vous êtes donc libre de partager, de reproduire, de traduire et de réutiliser son contenu, à condition de respecter les clauses de cette licence, et notamment de mentionner la source. Pour un usage optimal, privilégiez le partage des liens vers les articles ou les versions PDF. L'utilisation d'images non créditées UNESCO devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Version papier

Abonnement au périodique trimestriel

27 €/an (4 numéros) ou 54 €/deux ans (8 numéros).

La publication ne poursuivant aucun but lucratif, ce prix couvre uniquement les coûts d'impression et d'expédition.

Tarif préférentiel pour les abonnements groupés : 10% de remise à partir de cinq abonnements

Plus de détails sur <http://fr.unesco.org/eshop/courier>

Ajouter d'autres versions linguistiques

Le *Courrier* est déjà publié en huit langues : anglais, arabe, chinois, espagnol, espéranto, français, portugais et russe. Toute proposition de publication dans une autre langue est la bienvenue. Merci de contacter à cet effet : i.denison@unesco.org



Le Courrier a 70 ans

